

NUMERO A 12 PAGES

le prolétaire

M 2414-384-4F

organe du parti communiste international

CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI : La revendication de la ligne qui va de Marx à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie (Livourne, 1921); la lutte de la Gauche Communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du « socialisme dans un seul pays » et la contre-révolution stalinienne; le refus des Fronts populaires et des blocs de la Résistance; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et électoraliste.

Directeur-gérant:
VALENTINI
7, avenue de la Forêt-Noire
F-67000 Strasbourg.

DU 15 OCTOBRE
AU 15 DECEMBRE 1985
23ème ANNEE

4 FF
2 FS

n° 384

RAINBOW WARRIOR: LE GANGSTER C'EST L'ETAT!

L'affaire du Rainbow Warrior intervient comme un véritable révélateur des fondements du système politique de la France capitaliste et impérialiste. Elle lève un voile sur la réalité des buts et des moyens qui sont ceux de l'Etat impérialiste français, comme sur la réalité de l'ordre bourgeois au-delà des poses angéliques et de tous les discours moralisants sur le Droit, la Civilisation qui ont pour seule et unique fonction de canaliser toutes les manifestations de la lutte des classes au profit des intérêts du Capital.

Cette affaire démontre, une fois de plus, que derrière les discours sur les droits de l'homme, sur les méfaits du terrorisme (il suffit de penser à toutes les réactions hypocrites et hystériques à l'occasion de la mort du général Audran) l'Etat est avant tout le comité de défense armé des intérêts de l'impérialisme. Un comité de défense qui n'agit ni par des discours ni par des distributions de sucettes mais par le recours systématique à la force et à la violence et cela aussi bien de manière officielle qu'officieuse.

La manière officielle, ce sont les interventions de la police, des juges contre toute forme de lutte radicale menés par des éléments révoltés ou par des masses exploitées en France ou dans les DOM-TOM; ce sont les expéditions militaires au Tchad, au Liban et partout où les intérêts de l'impérialisme l'exigent. La manière officieuse ce sont les nerfs d'extrême-droite (chez Citroën par exemple), la pègre au pays basque (le GAL) ou en Corse et les commandos de la DGSE. Quelque soit la forme de l'utilisation de la violence celle-ci, toujours et partout, est au service du maintien de l'exploitation capitaliste et impérialiste par des moyens qui sont ceux d'une mafia militariste. Il est d'ailleurs parfaitement symptomatique qu'après l'amiral Lacoste, qui fut entre autres, directeur de cabinet de Barre lorsque celui-ci était premier ministre, ce soit le créateur de la FAR (Force d'Action Rapide) le général Imbot qui lui succède à la direction de la DGSE. Le patriotisme qui sert à conditionner les masses pour les transformer en chair à canon c'est d'abord et surtout le terrorisme d'Etat, le refuge de la canaille impérialiste et militariste.

Aussi n'est-il pas étonnant que l'impérialisme français n'ait pas hésité à couler un bateau et à tuer un écologiste pour préserver son arsenal militaire et nucléaire de tout regard même inoffensif. Surtout pour ce qui concerne la fameuse force de dissuasion dont il faut tout de même rappeler qu'elle représente une des formes suprêmes du chantage et de la terreur militaristes sur les populations, c'est-à-dire les masses exploitées et opprimées d'autres Etats, rivaux ou adversaires. Ce qui est en parfaite contradiction avec le discours des droits de l'homme censé mensongèrement se préoccuper du sort de ces masses.

C'est pourquoi il serait absurde de considérer l'affaire du Rainbow Warrior comme une bavure ou un excès "regrettable". C'est au contraire l'expression de la putréfaction de la vie politique

à l'époque de l'impérialisme et de l'action d'un Etat fondamentalement militariste. Et le fait que l'action ait plus ou moins échoué est ici parfaitement secondaire. D'ailleurs, cette action n'est de loin pas la première (ni la dernière) entreprise par la DGSE. La revue "Autrement" consacrée à "l'espionnage au coeur de l'Etat" parle de plusieurs attentats commis par des agents français au Liban, en Syrie, en Irak, etc. "Le Matin" du 26 septembre 1985 affirme qu'en 1982 déjà des nageurs de combat d'Aspretto ont coulé dans le golfe de Gênes un navire libyen censé contenir des armes. Ce qu'il faut relever c'est que la gauche au pouvoir, social-impérialisme oblige, a parfaitement su se faire l'instrument zélé de la politique du terrorisme d'Etat.

Cela confirme une fois de plus, que le "socialisme" des opportunistes non seulement s'arrête à la porte des usines capitalistes et des casernes du militarisme mais qu'en plus il sait les défendre avec détermination. Et le PCF, à peine sorti du gouvernement, est mal placé pour se poser en donneur de leçon en critiquant le terrorisme d'Etat qu'il a toujours défendu à sa façon en lui soumettant les mouvements de lutte du prolétariat.

Mais l'affaire du Rainbow Warrior a également révélé l'ignoble cynisme du consensus politique forgé autour de la dissuasion nucléaire et de la nécessité de services secrets efficaces. Toutes les forces bourgeoises et opportunistes ont d'abord défendu la nécessité de ce consensus avant de se livrer à leurs rivalités politiciennes pour se placer en serviteurs de l'Etat et pour intoxiquer les masses. A cet égard la presse et les médias ont confirmé leur fonction de relai. D'abord en présentant cette affaire comme le feuilleton de l'étranger afin de fixer, sans vergogne, les attentions exclusivement sur les maladroites et les excès de l'opération menée en Nouvelle-Zélande. Ensuite en reprenant les informations distillées par différentes sources au coeur de l'Etat pour essayer de colmater les brèches provoquées par l'échec de cette opération. On croit rêver en entendant des commentaires sur l'apparition d'un pseudo "4ème pouvoir" qui serait la Presse alors que celle-ci n'a servi que de roue de secours, de béquille à l'opération de ravalement d'une façade par trop lézardée. En fait de 4ème pouvoir, la presse a surtout servi d'auxiliaire du pouvoir, ou plutôt de ses différentes composantes au sein du gouvernement et de l'Etat (notamment l'armée). Un pouvoir qui, il est vrai, est traversé par des tensions internes liées aux exigences de la politique extérieure comme de la politique intérieure.

Exigences que la soi-disant recherche de la vérité ne cache que partiellement. Cette recherche de la vérité participe d'ailleurs d'une mise en scène difficilement crédible, ce dont nous ne pouvons que nous réjouir. Comment croire en effet qu'après 2 mois de tergiversations et de mensonges, soudain 2 jours après la démission d'Hernu et le limogeage de l'amiral Lacoste

(Suite en page 4)



AFRIQUE DU SUD C'EST LA LUTTE DE CLASSE QUI ABATTRA L'APARTHEID ET L'ETAT NEGRIER!

(Lire notre article en page 6)

LES ANNEES DE PLOMB DE L'ETAT: 10 ANS DE LOIS D'URGENCE EN ITALIE

PIETRO WALTER GRECO, UNE DES 150 VICTIMES DE LA REPRESSION POLICIERE

Le 9 mars 1985, 5 policiers de la Digos de Trieste, en planque pour arrêter un militant autonome de Padoue inculpé dans le "procès du 7 avril" et rentré depuis peu en Italie, s'assurèrent de leur prise avec le plus grand "professionnalisme" : 8 balles de 9 mm arrêteront pour toujours Pietro GRECO. Le premier souci des policiers fut de lui passer les menottes pendant qu'il agonisait (règlement oblige !) après cependant lui avoir tiré un coup de grâce dans la nuque alors qu'il était déjà à terre.

Le communiqué de la Digos déclare que "l'individu" manipulait un objet qui se révéla être un parapluie, ce qui explique que les policiers, se sentant menacés par cet objet, ouvrirent le feu sans faire les sommations d'usage : un cas de légitime défense, donc !

Cet assassinat, où la presse bien-pensante a voulu voir une exception due à des flics à la gachette trop facile s'inscrit en fait dans une longue suite de forfaits similaires, perpétrés à l'ombre des lois spéciales sur l'ordre public et l'état d'urgence. Cette "urgence" a été codifiée, il y a 10 ans (février 75), par des lois qui permettaient la plus grande liberté d'action à la police, en termes d'arrestations ou d'interventions armées ("loi Reale"). Les peines pour les délits contre "l'ordre public" étaient aggravées

(jusqu'à 12 ans de prison préventive pour les terroristes supposés) et on jetait les bases des prisons "spéciales", tandis que les dispositions sur les mises en liberté provisoire étaient réduites (voir le cas de Giuliano NARIA à qui cette dernière fut refusée malgré son état de santé, alors que les charges qui pesaient contre lui étaient si minces qu'il fut acquitté lors de son procès).

Ces lois spéciales entraînent l'apparition d'un "front garantiste" qui s'opposait à des mesures jugées "exagérées" alors que les lois existantes - héritées du régime fasciste - lui semblaient suffisantes. Ce front garantiste n'a jamais fait reculer d'un pouce la répression étatique; mais il a joué un rôle qui est devenu déterminant dans la victoire de l'ordre établi contre la "criminalité organisée".

D'une part il a servi de compensation à la brutalité de la répression en incarnant "la conscience honnête" de la Démocratie, d'autre part il préparait la revanche politique de l'Etat qui utilisait le prétexte du "terrorisme" pour appesantir son état d'urgence sur la société et défendre son monopole de l'usage de la violence.

(Suite en page 5)

Flexibilité, chômage, manœuvres des bonzeries syndicales : le mouvement ouvrier à la croisée des chemins

Indéniablement le mouvement ouvrier en France se trouve à la croisée des chemins. Avec le développement de la crise du système capitaliste en France comme dans le monde, les travailleurs ont subi une offensive en règle menée par le biais des patrons certes, mais aussi et surtout, du gouvernement de gauche, toutes tendances confondues. Cette offensive a été dans une grande mesure facilitée par la trahison de toutes les directions syndicales, CGT, CFDT et FO.

Les défenseurs et les gestionnaires du capitalisme français ont cependant mener leur offensive en évitant de frapper frontalement l'ensemble du mouvement ouvrier : la stratégie antiprolétarienne s'est développée dans le temps par touches successives en adoptant la "tactique du saucissonnage" (cf "Le Proletaire" n° 382 la stratégie anti-ouvrière du gouvernement de gauche) qui consiste à diviser les rangs ouvriers et à les endormir, les anesthésier par des promesses bidons (contrats à durée déterminée, congés formation reconversion, TUC, etc.) pour les frapper de manière progressivement plus intense.

Pour le capital cette manière de procéder a été jusqu'ici plutôt payante : même si sur le plan des impératifs strictement économiques la politique de restructuration ne va pas aussi vite que l'exige la voracité capitaliste, sur le plan social les premiers coups antiprolétariens ont été appliqués dans une situation de "calme" qui reflète le désarroi des travailleurs, leurs désorientation et leur isolement. Un journal patronal comme "La Vie Française" peut écrire "c'est vrai que le nombre de journées perdues pour fait de grèves n'a jamais été aussi bas : 354 000 au mois de mai contre 116 200 en mai 1985, une moyenne annuelle depuis le début 85 s'établissant à 51 000 contre 102 000 en 84 année qui s'était pourtant déjà révélée exceptionnellement "calme. C'est vrai aussi que malgré "la contrainte liée à l'autorisation administrative, le nombre de licenciements n'a jamais aussi élevé. Et il n'est "sans doute pas exagéré de dire que "l'industrie française a pu opérer sa "modernisation et la réduction des "effectifs qui l'accompagne nécessairement "dans de bonnes conditions sociales". ("La Vie Française du 19-25/08/85).

Cela montre à l'évidence qu'actuellement le mouvement ouvrier subi les coups portés par la bourgeoisie et le gouvernement. Il est vrai également que ces coups sont encore relativement atténués par rapport aux impératifs de restauration des profits et aux coups futurs qui se préparent dans les officines gouvernementales comme patronales. La première leçon que nous en tirons c'est que le mouvement ouvrier à partir du moment où il reprendra le chemin d'une lutte collective large et durable

devra déployer d'autant plus d'énergie pour se défendre massivement.

D'autant plus que les prévisions des "experts" économiques sont sombres pour les années à venir notamment pour ce qui concerne l'emploi : dès la rentrée 30 000 tucistes ont rejoint les 800 000 jeunes en quête d'un premier emploi ("La Vie Française" du 26/08 au 1/09/85), auxquels risquent de s'ajouter les licenciements prévus chez Renault (+ de 21 000), dans les chantiers navals (à Dunkerque notamment) et dans la sidérurgie (Trith St Léger, etc.). Un rapport de l'OCDE prévoit qu'en 1986 19,25 millions d'européens seront sans emploi à la fin de 1986 soit 1 million de plus qu'en 1984. En France, le taux de chômage passerait de 9,3 % en 1984 à 10,5 % en 1985 et 11,25 % en 1986, tandis que la proportion des jeunes au chômage passerait de 26,1 % en 1984 à 29 % en 1985 et 31 % en 1986.

Quelle que soit le gouvernement en place en 1986 les perspectives pour les travailleurs restent donc sombre s'ils ne prennent pas en main la défense résolue de leurs conditions de vie et de travail par une lutte indépendante de classe.

La situation actuelle de désorientation des travailleurs se traduit également par un net recul des syndicats. Au point qu'un journal bourgeois comme "l'Expansion" du 20/09-3/10/85 note dans un article intitulé **sauver les syndicats!** "tout pays industriel, par le mouvement "même qu'il imprime à la société, connaît "des conflits qu'il doit savoir gérer "pour éviter que la mécanique économique, "sociale et même politique ne se grippe. "les pouvoirs publics s'inquiètent de "ce déclin du syndicalisme. Et même "dans le patronat certains se préoccupent "d'une évolution qui pourrait conduire "à un dangereux vide social... D'où "l'idée qui chemine au ministère du "Travail de donner aux syndicats des "moyens financiers plus réguliers..." Sur le même registre le ministre du travail, Delebarre écrit dans "le Monde" du 18/09/85 : "pour qu'il y ait dialogue "il faut qu'existent des interlocuteurs, "et donc que le rôle du syndicalisme "soit pleinement reconnu. Qui ne voit "qu'aujourd'hui c'est de l'existence "même des syndicats que dépend en "partie la réussite de la modernisa- "tion ? Et qui peut ignorer que leurs "attitudes découlent, pour une large "part, de leur crainte quant à leur "devenir ? Qui peut oublier que l'équilibre "social d'un pays passe par des partenaires "forts et donc des syndicats puissants ?".

Ces questions de Delebarre donnent en grande partie la clé du comportement de la direction de la CGT qui reste en nombre le premier syndicat en France, dont l'impact aux élections des comités d'entreprises est de 29,3 % en 1984, alors qu'il était de 32 % en 1982). La CGT qui a 40 millions

de francs de recettes dont la moitié provient de subventions publiques (cf "Le Nouvel Economiste" du 5/7/85).

Depuis plus d'un an en effet la direction de la CGT multiplie la surenchère verbale (en décembre 84 Krasucky lançait la perspective de la préparation d'une grève générale pour se retrancher ensuite derrière une faible mobilisation syndicale due en réalité à l'action systématique menée par les bonzes cégétistes pour étouffer toute réaction de lutte réelle; cela dans le cadre de la comédie des divisions syndicales avec les bonzes de la CFDT et de FO) et depuis juin 1985 à SKF, puis à Dunkerque, la Ciotat et chez Renault et se livre à des opérations de commando menées essentiellement par des permanents du syndicat épaulés par des militants du PCF. Assisterait-on à un retour à des méthodes de véritable lutte de classe? Il n'en est rien, bien sûr.

En réalité il s'agit pour la direction de la CGT, dont 50 % des recettes proviennent de subventions publiques, de freiner sa perte d'influence, inquiétante pour les bourgeois et le gouvernement, comme on l'a vu plus haut, et pour les bonzes eux-mêmes car cela affaiblit leur capacité à moyen terme à briser les luttes et à mener leur ignoble travail de pompiers sociaux. Ainsi "Libération" du 26/09/85 note que la Fédération des Travailleurs de la Métallurgie (FTM) qui était un fleuron de la CGT ayant 422 000 adhérents en 1974 n'en comptait que 250 000 en 1984 et n'en compterait plus que 80 000 aujourd'hui.

Il y a effectivement de quoi inquiéter les patrons, le gouvernement ainsi que les renégats de la lutte de classe eux-mêmes. D'autant plus que pour restaurer le profit un des objectifs du Capital est non seulement de promouvoir la flexibilité de l'emploi (déjà largement appliquée dans les faits) mais aussi la flexibilité du travail. Celle-ci, comme l'indique le rapport Taddei (un député PS s'il vous plaît !) suppose un accroissement de la durée du fonctionnement des machines, c'est-à-dire, en terme de rentabilité capitaliste, une plus large utilisation des 96 heures "utiles" d'une semaine, hormis la nuit et le dimanche (contre actuellement 46 heures dans le secteur manufacturier, 45 heures dans l'agro-alimentaire et 40 heures dans le bâtiment, cf "Le Monde" du 26/09/85). Ce qui signifie en clair l'abandon de la référence à la durée hebdomadaire de travail et l'acceptation par les travailleurs du travail en 2 équipes de 6 à 7 heures par jour pendant 5 jours ou du travail durant 4 jours en 3 équipes de 32 heures. Avec tout ce que cela entraîne comme détérioration de leurs conditions de vie et de travail pour les ouvriers et diminution de leur salaire. D'où l'intérêt pour imposer cet impératif capitaliste de syndicats "forts" capables

de faire durablement accepter par la base ouvrière ces mesures, et de remplir leur rôle de **banque du travail**.

On comprend ainsi le véritable objectif des initiatives et des poses pseudo combattives adoptées par les bonzes cégétistes : une cynique opération pour regagner en crédibilité au sein d'un mouvement ouvrier qui a été depuis des décennies systématiquement trahi afin de mieux briser les futures luttes.

La seconde leçon à tirer c'est que le mouvement ouvrier en France se trouve à la croisée des chemins. Face à l'offensive bourgeoise qui n'en est qu'à ses débuts et aux fausses grandes manœuvres syndicales de lutte il est confronté à l'exigence d'une recomposition sur des bases véritablement indépendante pour mener un combat **efficace, collectif et durable**.

Certes le recul de la syndicalisation est un signe de désarroi, mais cela ne signifie pas que la classe ouvrière est plongée dans une apathie irréversible (contrairement aux analyses d'une certaine pseudo ultra-gauche). Les réactions de lutte seront inévitables et c'est précisément ce qui inquiète les bourgeois et les opportunistes. D'ailleurs dès aujourd'hui les éléments les plus combattifs cherchent à se regrouper et à prendre des initiatives réelles de lutte dont la presse, aux ordres, ne parle pas. Le véritable problème est de préparer et de favoriser cette inévitable reprise dans les meilleures conditions pour éviter tous les pièges tendus dès maintenant par l'ensemble des adversaires du prolétariat, de nos ennemis de classe.

Pour cela il convient dès maintenant de travailler dans les syndicats comme hors des syndicats, et peut-être au départ de plus en plus en dehors d'eux en raison d'un rapport de force pour l'instant défavorable, pour **tisser des liens horizontaux**, totalement détruits ou contrôlés par les bonzes, entre tous les travailleurs, de toutes catégories, de toutes nationalités, de tout âge, de tout sexe, actifs ou chômeurs. L'objectif est de construire patiemment un rapport de force favorable au développement d'initiatives, à l'extension des luttes, à l'élargissement de la mobilisation. Cela signifie aussi pour mener ce travail de défense des intérêts immédiats des masses prolétariennes les regroupements organisés de lutte se fondent nécessairement sur des **bases anticapitalistes** en rupture avec la logique du Capital comme avec le discours de la collaboration de classe. Toute initiative, même celle prise par les renégats des directions syndicales, tout épisode de lutte, toute explosion de colère doit être l'occasion pour entreprendre un travail d'organisation et de mobilisation dans la perspective de la constitution d'un véritable front de lutte anticapitaliste. ●

1 octobre 1985.

BUDGET 86: PLUS D'ETAT-GENDARME

Le budget 86 a été rédigé et présenté sous le slogan libéral de "moins d'Etat". Pour la première fois depuis la guerre les dépenses publiques vont diminuer en termes réels. L'ensemble de la presse a souligné qu'il s'agit d'un "budget de cohabitation" et non pas d'un "budget électoraliste".

En d'autres termes, le gouvernement a choisi de présenter un budget qui ne vise pas à contenter son électorat (travailleurs, couches moyennes) mais qui, en reprenant l'essentiel du programme des partis de droite, met au premier plan la défense des intérêts bourgeois généraux.

Ce faisant, les dirigeants socialistes veulent démontrer une fois de plus à la bourgeoisie leur "sens des responsabilités" à la tête de l'Etat, c'est-à-dire leur **efficacité** dans la conduite du capitalisme, au moment où certains secteurs bourgeois s'inquiètent discrètement des outrances ultra-libérales de l'opposition. Ils veulent ainsi conserver au Parti Socialiste ses chances dans la redistribution des cartes politiques dans l'après-mars 86, surtout avec le "joker" qu'ils pensent encore détenir dans leur jeu. "En revanche, nous avons un "atout que les autres n'ont pas, l'équilibre "social. Lorsque j'entends parler de "flexibilité, je remarque toujours que "la France n'a pas connu de troubles "sociaux graves depuis 4 ans. C'est un "facteur déterminant qui nous rappelle "que l'on ne peut réussir la modernisation "nécessaire sans le concours des salariés",

déclare Bérégovoy à l'hebdomadaire patronal "La Vie Française" (1).

Mais les grèves récentes dans la construction navale (la Ciotat), la sidérurgie (Trith St Léger) ou la SNCF laissent penser que cet atout risque de devenir rapidement illusoire et le PS, ou une partie du PS, sera peut-être contraint, plus vite qu'il ne l'aurait voulu, de reprendre dans l'opposition des poses "radicales" pour contenir le mécontentement.

Quoi qu'il en soit, "l'exercice de style" du budget 86 a l'intérêt d'exprimer clairement les grandes orientations que devra suivre le futur gouvernement, quel qu'il soit.

L'orientation vers le libéralisme est l'expression d'une tendance **internationale** générale du capitalisme qu'on peut retrouver dans tous les grands pays industriels; la réduction de la part des dépenses publiques dans la production nationale constitue depuis quelques années un des principaux objectifs de la politique économique de ces pays (à l'exception jusqu'ici des USA, malgré les appels pressants de toutes les instances financières internationales et malgré les programmes officiels de Reagan). En période de vache maigre et de stagnation économique, il faut éliminer tous les faux frais de la production, tailler dans les dépenses improductives, abandonner le soutien coûteux aux "canards boiteux" de toute espèce, accélérer les "restructurations" c'est-à-dire les licenciements.

Mais ce libéralisme se tempère de la **nécessité politique** de conserver autant que possible les **amortisseurs sociaux**. Dans ce domaine les restrictions se font prudemment, avec le souci de conserver la paix sociale; c'est ce que "l'Expansion" du 3/10/85 appelle une "leçon de choses pour l'opposition": "si (celle-ci) veut aller plus loin dans "la réduction des dépenses publiques, "elle sait que chaque coup de hache "supplémentaire sera, politiquement et "socialement beaucoup plus douloureux".



Pour ceux-ci pas de crise !

Conserver des amortisseurs sociaux peu entamés ne suffit pas. Avec la carotte, surtout quand elle est malgré tout réduite, il faut le bâton. Les seuls postes budgétaires qui non seulement ne sont pas réduits, mais augmentent, sont la **défense, la justice et la police**.

Le **budget de la défense**, en augmentation de près de 3 % en termes réels donne la priorité à la marine, et à la Force d'Action Rapide, c'est-à-dire à la satisfaction des besoins de la politique **impérialiste** française, en tirant les leçons de l'intervention au Tchad. Apparaît aussi un début de programme militaire spatial (utile également pour les actions outre-mer).

Le **budget de l'intérieur** augmentera de 18 % et sera consacré notamment à la modernisation de la police.

Le **budget de la justice** augmentera de 5 % (les autorisations de programme augmentent de 50 %).

Le PC, la CGT et la CFDT ont fait mine de critiquer ce budget "anti-social", mais aucun d'entre-eux n'ont attaqué la priorité donnée à l'armée et à la répression. Nos pompiers sociaux pro-impérialistes invétérés n'ont rien à redire à la croissance de l'Etat-gendarme. Leur silence sur ce point les démasque tout autant comme **auxiliaires du capital**, que leur action pratique sur le terrain. Pour les prolétaires, c'est une **leçon de choses** politique à ne pas oublier. ●

1) "La Vie Française" n° 2 093 du 22/7/85.

NOUVELLE-CALEDONIE : INDEPENDANCE IMMEDIATE ET SANS CONDITION

LE SENS DU PLAN FABIUS

Le nouveau plan Fabius définitivement adopté par le gouvernement et le Parlement comporte des modifications non négligeables par rapport au projet de Pisani, tout en conservant le même objectif, la sauvegarde des intérêts de la France, c'est-à-dire de l'impérialisme français.

Dans la situation existant en Nouvelle-Calédonie depuis un an, cet objectif n'est plus envisageable sans une certaine modification du statut politique et social des kanaks et sans un accord avec certains éléments du mouvement indépendantiste; cela même que la droite caldoche (à l'exception des colons extrémistes) l'a compris, comme le montrait déjà le plan Ukeiwé ou l'acceptation tacite du plan Fabius.

Mais le plan Fabius montre que les concessions de l'Etat français seront réduites à un minimum. En raison de la modification du rapport des forces sur le terrain ces derniers mois (baisse de la mobilisation à la suite de la politique de Pisani de manoeuvres, de promesses conjuguées à la répression ouverte allant jusqu'à l'assassinat à l'égard des kanaks et impunité vis-à-vis des caldoches), le plan Fabius marque un recul net et un rapprochement vis-à-vis de l'opposition: division de l'île en 4 régions avec chacune un pouvoir exécutif limité, Nouméa et la région la plus riche restant aux mains des caldoches tandis que les kanaks pourront avoir le contrôle des zones les plus pauvres. Cette division ouvre la porte à une éventuelle partition de l'île lors du référendum, comme cela s'est passé lors de l'accession des Comores à l'indépendance. Le référendum est renvoyé à plus tard et le souhait explicite du gouvernement est que dans l'intervalle un accord soit trouvé qui garantisse le statut privilégié de la communauté caldoche.

Enfin, le renforcement de la base militaire signifie que l'Etat français s'installe pour longtemps en Nouvelle-Calédonie. Henu a déclaré: "le départ des soldats français n'est pas négociable; ils sont en Nouvelle-Calédonie pour 20, 30 ou 100 ans". Ce n'est pas seulement le territoire de la base que l'impérialisme français déclare ainsi vouloir annexer pour 20, 30 ou 100 ans, c'est le maintien pour toute cette période de l'ordre et des structures coloniales sur l'île qu'elle veut défendre.

QUELLE PERSPECTIVE POUR LE PEUPLE KANAK ?

La tactique du gouvernement a été exposée clairement à plusieurs reprises (cf "le Monde"): s'appuyer sur les notables, sur les "indépendantistes raisonnables" pour faire aboutir "l'indépendance-association", c'est-à-dire une indépendance purement formelle, néo-coloniale. Le but est de peser sur le mouvement indépendantiste en faisant miroiter aux notables et aux éléments de la petite-bourgeoisie la possibilité d'être largement associés à l'activité économique du pays et d'accéder à des postes de responsabilité dans le nouvel Etat. En contre-partie, l'Etat français attend que ces éléments abandonnent, freinent, en un mot s'opposent aux revendications des larges masses kanaks qui sont incompatibles avec ce projet néo-colonial.

Cet accord se réalise déjà dans les faits: la direction du FLNKS privilège les négociations secrètes avec l'Etat français, abandonne peu à peu la mobilisation à la base (levée des barrages, annulation de la manif de Nouméa, abandon de l'école kanak, etc.) laisse arrêter ou livre les éléments les plus combattifs, qui spontanément se livrent à des "excès"...

La tactique adoptée à l'égard du plan Fabius accentue cette tendance et revient sur un résultat majeur de la mobilisation des masses kanaks: le boycott des structures administratives. L'idée qu'on pourrait construire l'indépendance à travers les nouvelles divisions administratives est un leurre: l'opposition par exemple s'est félicitée que les régions n'aient que peu de pouvoir et Lafleur les a approuvées dans une perspective anti-indépendantiste. En continuant sur cette voie, le rapport de force est de plus en plus défavorable au peuple kanak.

Une autre voie consisterait à accorder la priorité à la mobilisation des masses, en mettant en avant les revendications qui sont à l'origine de l'essor du mouvement: récupération des terres exploitées par les colons, suppression de tout l'ordre colonial qui est responsable de l'apartheid économique à l'égard des kanaks et de leur refoulement dans les réserves, fin des privilèges de la communauté caldoche, pourrait apparaître la possibilité de détacher les travailleurs immigrés qui suivent aujourd'hui leurs patrons caldoches. Enfin une entente est possible avec les caldoches, mais seulement sur la base de la suppression des privilèges de cette communauté: dès aujourd'hui, des caldoches ont rejoint la lutte indépendantiste, comme des travailleurs du nickel: tous les caldoches ne sont pas des exploités.

LES RESPONSABILITES DES MILITANTS EN FRANCE

Mais cette orientation signifierait un affrontement avec l'ordre colonial et impérialiste et non un accommodement avec lui. Or l'ordre colonial tire sa force du soutien actif de l'Etat français (ne serait-ce que par l'envoi massif de troupes). C'est donc en France qu'il peut être ébranlé, sinon abattu, d'autant plus que le peuple kanak n'a pas la possibilité, pour des raisons évidentes, de battre militairement les armées de l'impérialisme, comme l'a fait le peuple algérien. L'apparition ici d'un large mouvement de lutte anti-coloniale et anti-impérialiste est une des clés du succès de la lutte en Nouvelle-Calédonie. Elle permettrait d'éviter le dilemme: lutte désespérée contre un adversaire tout puissant ou soumission résignée.

Ce mouvement ne se limiterait d'ailleurs pas à la lutte contre les agissements impérialistes en Nouvelle-Calédonie; il s'opposerait au colonialisme français dans les DOM-TOM (des mouvements indépendantistes sont actuellement réprimés à Tahiti, dans les Antilles), à la domination impérialiste en Afrique, aux interventions militaires outre-mer (Liban, Tchad, etc.) et en général au militarisme qui ne cesse de se développer alors même que l'austérité et les "sacrifices" sont imposés aux travailleurs. Ce serait donc aussi un appui à la résistance des travailleurs en France contre leur exploitation et une démonstration pratique de la possibilité d'une unité réelle des exploités par delà les différences de race ou de nationalité.

Les luttes des peuples colonisés ou dominés par la France ne doivent pas rester isolées et ignorées par les travailleurs français: la solidarité est nécessaire car l'ennemi est le même.

INDEPENDANCE IMMEDIATE POUR LA NOUVELLE-CALEDONIE ! RESTITUTION DE L'ILE ET DE TOUTES SES RICHESSES AU PEUPLE KANAK ! NON AUX MANOEUVRES DU GOUVERNEMENT !

INDEPENDANCE POUR LES DOM-TOM ! LIBERATION DES MILITANTS INDEPENDANTISTES !

IMPERIALISME FRANCAIS HORS D'AFRIQUE ! RETRAIT DES SOLDATS DU LIBAN !

POUR UNE LUTTE ANTI-IMPERIALISTE CONSEQUENTE ! POUR L'UNION INTERNATIONALE DES TRAVAILLEURS ET DES OPPRIMES !

(TRACT DIFFUSE PAR NOS CAMARADES)

Septembre 1985



Après les coups de trique, la pommade électorale !
Les kanaks ne doivent courber l'échine ni à l'une ni à l'autre !

RENAULT : DERAPAGE INCONTROLÉ

La Société Renault occupe une place importante, on le sait, sur la scène économique et sociale en France. Sur le plan économique Renault connaît des difficultés liées pour l'essentiel, à la nécessité de rentabiliser le fonctionnement de la production, actuellement déficitaire (2,5 milliards de francs de perte en 1984). L'exigence de redressement des comptes de Renault correspond à la logique même de l'accumulation de capital qui fait que la production est à elle-même sa propre finalité pour réaliser du profit. Cette logique impitoyable n'est pas due à la méchanceté d'un patron particulier, d'un conseil d'administration ou d'un gouvernement mais bien à la nature même du système capitaliste qui pour se développer doit impérativement arracher aux ouvriers une part sans cesse croissante de travail gratuit en jouant sur les salaires, sur l'augmentation de la productivité, c'est-à-dire de l'intensification du travail qui sera d'autant plus forte qu'elle sera directement liée aux licenciements envisagés. Pour réussir, cette logique suppose un asservissement accru des travailleurs de chez Renault (91 000 salariés) au moyen d'une exploitation de leurs conditions directes de travail: cadences intensifiées pour obtenir un gain de productivité de 30 % et faire ainsi passer la production journalière de chaque ouvrier de 10,9 voitures à plus de 14 voiture (cf "Le Nouvel Economiste" du 13/9/85); mais aussi licenciements massifs: depuis octobre 84, il y a eu 11 000 suppressions d'emploi, 4 000 sont prévus d'ici la fin de l'année et 9 000 ou moins sont programmés pour

1986. Le PDG de choc de Renault, G.Besse, dans une lettre adressée le 4/9/85 à tous les employés de la société affirme: "... la situation financière globale est mauvaise... Il est dur de renoncer à plusieurs de nos projets, à certaines de nos ambitions, mais c'est le prix à payer pour trouver un nouveau dynamisme et une meilleure efficacité" et d'ajouter "notre métier n'est-ce pas tout simplement l'art de gagner de l'argent en fabriquant des voitures de qualité et qui plaisent?". Autrement dit, c'est la logique du Capital qui crée nos problèmes, pour les résoudre il faut s'y soumettre d'avantage. Ceux qui doivent s'y soumettre ce sont les travailleurs puisque ce sont eux qui créent les richesses par leur travail et fournissent les profits au prix de leur exploitation. Qu'ils se soumettent donc et plus tard peut-être ils pourront bénéficier de quelques miettes les aidant à mieux faire fonctionner la pompe à profit; mais plus tard les miettes et encore éventuellement! G. Besse précise dans sa lettre: "les difficultés sont multiples et graves mais l'horizon n'est pas sans lueur d'espoir" ("le Monde" du 10/9/85). Et Fabius ce même 4 septembre à "l'Heure de vérité" concernant Renault reprend le même refrain: "ce qui reste à conquérir et à développer c'est l'adhésion du personnel depuis l'ouvrier jusqu'au cadre et au cadre dirigeant" ("Libération" du 9/9/85).

En somme, point de salut travailleurs si vous n'acceptez pas d'être de dociles souffre-douleurs des lois du marché et du Capital.

Quant à la CFDT la solution qu'elle préconise, en bon pompier social,

consiste... à éviter les licenciements "secs" et à promouvoir une flexibilité de l'emploi, à coup de mesures de formation et de reconversion et une flexibilité du travail! "Un peu de charité messieurs les gestionnaires du Capital et nous serons gentils, c'est promis". La CGT, l'autre pompier, adopte elle un profil apparemment plus dur: ne licenciez pas, maintenez l'outil de production, nous serons sages et vous pourrez faire du profit.

Pour les travailleurs de chez Renault, comme d'ailleurs, il n'y a aucune solution dans le cadre d'une soumission aux lois du marché et du profit capitalistes, pas plus que dans le "patriotisme d'entreprise". Celui-ci ne fonctionne que dans le sens opposé aux intérêts les plus immédiats des travailleurs et ne fait que reproduire l'anarchie du système capitaliste. Cela ne va pas au demeurant sans un immense gaspillage: soumission des prolétaires des entreprises aux intérêts de l'accumulation de capital et de profit, soumission des besoins de la société, c'est-à-dire des masses laborieuses, aux besoins de la production pour la production.

Le gaspillage se traduit bien sûr par des "bavures" liées au souci de faire du profit le plus vite possible et à tout prix. Ainsi chez Renault toujours, le "Canard-Enchaîné" du 28/08/85 a été le seul journal à donner l'information suivante, jamais démentie depuis, sous le titre: 100 millions le centimètre: "lorsque les ingénieurs de la Régie ont conçu la "Supercinq" ils ont oublié de prévoir parmi les diverses versions, le modèle "5 portes" pour le fabriquer,

"en mai dernier, il a fallu rallonger le "chassis de 7 centimètres, donc redessiner tout le véhicule, donc mettre en place une nouvelle chaîne de fabrication. Coût de cette étourderie: 700 millions de francs".

Le patriotisme d'entreprise a joué dans le sens de la complicité du silence et rend d'autant plus nécessaire de s'attaquer aux conditions de travail et donc de vie des ouvriers de chez Renault.

Il est certain que face aux coups portés et à ceux qui seront portés les travailleurs de chez Renault réagiront, obligeant les syndicats à prendre position pour essayer de désamorcer leur mouvement de colère et de lutte. Mais pour que leur combat puisse se développer en s'élargissant de manière durable, ne serait-ce que sur le terrain de la défense de leurs intérêts immédiats il doit nécessairement se placer sur des bases anticapitalistes rompant avec la défense des intérêts de l'entreprise et la soumission aux lois du Capital, source de chaos, de contradictions incompressibles, de dérapages incontrôlables.

Il n'y a aucune perspective de consensus entre le capitalisme et l'esclavage salarié, surtout en période de crise.

La responsabilité des révolutionnaires et des ouvriers combattifs les plus conscients est de préparer ces inévitables affrontements dans les meilleures conditions pour contribuer à la recomposition d'un mouvement prolétarien véritablement indépendant.

RAINBOW WARRIOR LE GANGSTER C'EST L'ETAT!

(Suite de la page 1)

la vérité surgisse toute nue des eaux. Cette vérité-là, leur vérité a bien les apparences d'un autre homme-grenouille, le tout sur fond de fadaïses concernant une pseudo "opération maligne de déstabilisation" !

En réalité les explications fournies à ce jour et celles qui suivront, sont liées à des enjeux extérieurs dans le cadre de négociations avec la Nouvelle-Zélande, l'Australie et d'autres pour assurer la "présence" française dans le Pacifique. Elles sont également liées à des enjeux intérieurs concernant les perspectives de la cohabitation c'est-à-dire du partage des tâches dans le cadre de la défense de l'Etat et du partage d'influence et d'intérêts pour servir l'Etat et l'ordre capitaliste.

La nature des explications qui seront fournies et l'éventail des responsabilités désignées permettra de mesurer, dans quelle mesure les tractations pour poursuivre la politique au sein des intérêts de l'ordre impérialiste et capitaliste en France auront abouti entre les différentes forces (PS, UDF, RPR) qui se disputent la charge de gouverner, et qui ont besoin pour cela d'appuis notamment au sein du lobby de l'armée.

Tout cela montre bien à la fois le degré de putréfaction malfaisante de l'ordre capitaliste et le fait que l'affaire du Rainbow Warrior loin d'être une bavure est un des points centraux par lesquels se manifeste la vie politique. En attendant d'en savoir plus sur toutes les combines qui se tissent et se négocient en coulisse nous décernons volontiers à tous ces défenseurs acharnés et zélés de l'Etat la palme du gangstérisme d'ici que la révolution prolétarienne les engloutisse dans leurs propres (ou plutôt sales) contradictions.

3 octobre 1985.

La foire et la farce électorale ne doivent pas aveugler les prolétaires

La bourgeoisie et tous ses larbins sont entrés en pleine période électorale, toutes leurs apparitions et leurs déclarations focalisent l'attention des prolétaires sur une bataille qui ne les concerne pas. Le parlementarisme, parce qu'il laisse espérer la classe ouvrière qu'elle peut y trouver les moyens de sa défense et son émancipation, est la meilleure forme de domination du capitalisme. Les communistes se battent contre toutes les formes de domination bourgeoise, et contre la plus pernicieuse d'entre elles, la

démocratie. Le chemin de l'émancipation ouvrière rompra radicalement avec la tradition parlementaire bourgeoise, il passe nécessairement par la destruction révolutionnaire, donc violente et antiparlementaire, de la société bourgeoise et par la dictature non démocratique du prolétariat sous la direction de son parti.

Ces principes élémentaires du marxisme ont été depuis longtemps et définitivement balancés aux orties par toute la cohorte d'usurpateurs qui sous l'étiquette de "socialisme", "communisme" ou "marxisme", cachent tant bien que mal aux prolétaires leur appartenance au front bourgeois et ont fait du parlementarisme la cage dorée du prolétariat.

Au début des années 20, après la révolution russe et la fondation de l'Internationale Communiste regroupant l'ensemble des partis communistes, ou prétendus tels, la question de la tactique des communistes révolutionnaires et donc antiparlementaristes vis-à-vis des élections bourgeoises souleva un débat politique dont l'actualité est plus que jamais brûlante. Les partis communistes doivent-ils utiliser le parlementarisme bourgeois dans le cadre de leur action de propagande et d'agitation révolutionnaire ? Telle est la question posée au mouvement révolutionnaire lors du II^e Congrès de l'Internationale Communiste en 1920. Il s'agissait alors de déterminer pour cette question une ligne tactique unique surtout pour toute l'aire des nations de capitalisme avancé où la domination des classes bourgeoises s'exerçaient depuis longtemps par les mécanismes de la démocratie parlementaire et où la tradition démocratique avait fait le plus de ravage au sein du prolétariat en conditionnant ses réactions par un fatras d'habitudes et de réflexes légalistes.

La Gauche Italienne, dont notre courant est issu en droite ligne, a défendu sur cette question une ligne tactique d'abstentionnisme de classe, non par principe mais parce que cela nous paraissait et nous paraît toujours être dans le contexte déterminé des vieilles démocraties, la façon la plus conséquente et en quelques sorte pédagogique d'exprimer et de faire comprendre au prolétariat qu'il n'a aucun espoir à placer dans les institutions de la démocratie et qu'il doit construire sa lutte en toute autonomie des mécanismes stériles du parlementarisme. Cette position avions-nous expliqué par l'intermédiaire de notre représentant à l'Internationale Communiste n'était pas une opposition de principe à toute participation aux parlements bourgeois, mais une position tactique valable dans un certain cadre géo-historique et qu'en conséquence nous ne partageons ni l'attitude anarchiste ou des Gauches allemandes et hollandaises qui faisaient de la non-participation aux élections une question principielle et de pureté morale révolutionnaire.

La brochure sur la question parlementaire dans l'Internationale Communiste que nous rééditons pour expliquer notre position reprend toute une série de textes, thèses et discours de Lénine, Zinoviev, Trotsky, Boukharine et Bordiga. La lecture de ces textes est essentielle pour comprendre sans déformation ce que nous entendons par abstentionnisme de classe et révèle que nos craintes d'ailleurs sur l'incapacité des jeunes partis communistes invertébrés d'Europe à appliquer une tactique de parlementarisme révolutionnaire était totalement justifiée.

Commande au journal au prix de 5 FF, 40FB, 2FS.

le prolétaire

parti communiste international (programme communiste)

LA QUESTION PARLEMENTAIRE

DANS

L'INTERNATIONALE COMMUNISTE

« Entre la société capitaliste et la société communiste se place la période de transformation révolutionnaire de celle-ci en celle-là. A quoi correspond une période de transition politique où l'Etat ne saurait être autre chose que la dictature révolutionnaire du prolétariat. »

MARX

« Le communisme se refuse à voir dans le parlementarisme une des formes de la société future ; il se refuse à y voir la forme de la dictature de classe du prolétariat ; il nie la possibilité de la conquête durable des Parlements ; il se donne pour but l'abolition du Parlement. »

THESES DE L'INTERNATIONALE

« Alors que l'appareil exécutif, militaire et politique de l'Etat bourgeois organise l'action directe contre la révolution prolétarienne, la démocratie représentative pour lui un moyen de défense indirecte en répandant dans les masses l'illusion qu'elles peuvent réaliser leur émancipation par un processus pacifique. »

THESES ABSTENTIONNISTES

5 F.

40^{ème} CONGRÈS CFDT : S'ADAPTER A LA CRISE DU CAPITALISME

Ce congrès se déroula dans une situation catastrophique pour la classe ouvrière :

- baisse du niveau de vie,
- augmentation du chômage,
- chasses et expulsions plus massives et expéditives que jamais des travailleurs immigrés,
- engagement militaire français le plus important depuis la guerre d'Algérie (Liban, Tchad, Nouvelle-Calédonie, projet Euréka...).

C'est bien le capitalisme et ses défenseurs de tout poil qui sont les responsables de cette situation. Et les tares du capitalisme ne disparaîtront qu'avec le capitalisme lui-même.

Le 35^e congrès de 1970 fut le congrès du "socialisme démocratique autogestionnaire". La CFDT reconnaissait à l'époque l'existence de "la lutte de classe inhérente au système capitaliste" ainsi que "le capitalisme ayant manifesté, dans les pays développés sa capacité de s'adapter aux pressions exercées par le syndicalisme et la démocratie politique, il s'agit d'éviter qu'en acceptant des réformes, la société présente renforce sa structure de pouvoir capitaliste et technocratique. Aucune modification à ce système n'est de nature à répondre aux aspirations fondamentales de liberté et responsabilité des travailleurs" (1). La CFDT lui opposa alors son projet politique : le socialisme démocratique autogestionnaire, comptant sur la victoire des forces populaires (PS-PC-CGT-CFDT = programme commun).

Mais depuis 1970 le réformisme de la CFDT a continué son chemin et après le "recentrage" de 1982 aujourd'hui tombe le masque et se dévoile le vrai visage de la CFDT, celui de la collaboration, de l'opportunisme, du réformisme.

Les différentes déclarations et textes de ce 40^e congrès illustrent bien l'adaptation de la CFDT à la crise du capitalisme non pas pour le combattre

mais pour "aider l'industrie française à se refaire une santé : la CFDT prend à son compte la nécessité d'améliorer la capacité des entreprises françaises à s'adapter aux évolutions" (2).

La CFDT ne "vise pas l'écroulement du capitalisme" (3). Peut-être pensait-elle en 1970 que celui-ci s'écroulerait de lui-même ?

Aujourd'hui où toutes les conditions nécessaires à la CFDT (pouvoir de gauche, crise de la société) pour "modifier les rapports de force en faveur d'un autre développement" (1) sont réunies, que propose la CFDT ? "En assurant une meilleure gestion de l'emploi" (...) "en permettant aux salariés d'aborder de façon positive les mutations et la modernisation (sic)" puisque "l'adaptation des conditions de l'emploi est une nécessité dans une période où l'importance du chômage fait courir des risques à la société" (souligné par nous) (4).

Et de préciser : "dans l'entreprise deux logiques sont en présence : celle du chef d'entreprise et celle des salariés. Seule la reconnaissance de ces deux logiques permet de progresser dans la maîtrise des mutations" (5).

Les mutations, c'est la restructuration des entreprises due à la compétitivité sur le marché. C'est la logique du Capital et elle seule commande ces mutations. Et la reconnaissance de cette logique entraîne la CFDT à revendiquer en réalité contre les intérêts des travailleurs.

"Nous optons maintenant pour une restructuration recherchant à la fois l'intérêt des salariés et l'amélioration de la productivité" (5). L'amélioration de la productivité dans une période de surproduction qui est la cause de la misère croissante et du chômage. Non monsieur Maire, l'intérêt des prolétaires ne peut être lié à celui du capital et vous pouvez bien pleurnicher en réformiste que "les chefs d'entreprises ne veulent pas voir qu'ils renvoient ainsi à la collectivité le coût social des salariés soumis au

"turn-over accéléré (...) et fait supporter aux travailleurs tout le poids de l'adaptation de l'entreprise" (5). Oui, vous pouvez pleurnicher mais ce n'est pas votre collaboration qui améliorera le sort des travailleurs.

C'est par la lutte que la classe ouvrière apprend à s'émanciper du joug du capital. Les luttes ? "C'est conforter les conservatismes et provoquer la démobilisation" (3). Bien pire, "un des objectifs de la CFDT est d'amener ces différéments patrons à reconnaître le syndicat comme un interlocuteur lui aussi porteur des intérêts de l'entreprise" (3). Et la CFDT à genoux devant "l'idole de la compétitivité" (7) en rajoute "car changer le travail est une des raisons d'être de l'action syndicale, c'est la véritable voie d'une compétitivité qui allie progrès social et efficacité économique" (3).

Ceux qui ont vu leur niveau de vie baisser et les presque 3 millions de chômeurs apprécieront.

Quant à l'opposition à Maire, elle essaie de redorer un blason bien terne du syndicalisme, afin de ramener au bercail de la collaboration les militants écoeuvrés de tant de compromission. Une opposition incapable de faire front pour dénoncer les erreurs de leur confédération et surtout incapable de proposer une autre alternative. Cette opposition n'a pas peur des contradictions en déclarant : "notre projet répond à l'analyse qu'aucune solution décisive ne sera trouvée pour les travailleurs sans la rupture avec le système capitaliste" (6) et "la victoire de la gauche en 81 a constitué une victoire pour la classe ouvrière" (6). Ensuite le texte passe en revue les résultats de la "victoire" de 81 ; baisse du pouvoir d'achat, chômage etc. et plus loin : "Elle (la CFDT) prendra ses responsabilités en appelant ses adhérents et les travailleurs qui lui font confiance à voter à gauche lors des prochaines élections électorales" (6).

Rien à attendre de ce congrès qui consacre la CFDT comme courroie de transmission directe des intérêts du capital partout où il s'en prend aux intérêts de la classe ouvrière.

Congrès qui a vu l'activité du Bureau National de ces trois dernières années plébiscité à 67 % des mandats et, sur liste proposée par ce même BN, reconduire l'équipe précédente pour 3 ans.

Le but que doivent se fixer les révolutionnaires dans et hors des syndicats est d'organiser la classe sur la base de ses intérêts immédiats en dehors de toute collaboration de classe. Cela suppose comme nous le disions dans le Prolétaire n° 382, le développement d'un travail acharné de propagande et de lutte politique visant à dénoncer la logique du capital comme incapable de rien d'autre que frapper l'ensemble de la classe ouvrière dans leurs conditions de vie et de travail. Cela suppose également et conjointement un travail d'intervention pour préparer une mobilisation à la base contre les offensives de l'Etat et des patrons et pour favoriser une coordination active des mouvements de riposte en dehors du contrôle des bonzeries syndicales et contre leurs orientations de trahison.

1) Résolution générale du 35^e Congrès de 70.

2) Réponse au débat général d'E. Maire au 40^e Congrès.

3) Résolution générale CFDT, 40^e Congrès de 1985.

4) Déclaration du Bureau National Confédéral CFDT, du 19 février 1985.

5) Introduction au débat général d'E. Maire au 40^e Congrès.

6) Contre-projet de résolution générale présenté par la fédération Hacuitex (Habillement-Cuir-Textile) et déposé par 177 syndicats. Il sera repoussé : pour-6 297, contre - 13 802, abstention 1 063.

7) Voir article "idoles de la compétitivité, religion du taux de profit" dans PC n°73.

LES ANNEES DE PLOMB DE L'ETAT: 10 ANS DE LOIS D'URGENCE EN ITALIE

(Suite de la page 1)

L'ETAT D'URGENCE JUSTIFIE TOUT

LE ROLE DU "GARANTISME"

La durée même de l'Etat d'urgence a nourri les potentialités politiques du garantisme qui finit par obtenir des succès, non pas évidemment contre la répression et les lois spéciales, mais auprès des militants de la "lutte armée". L'échec pratique et militaire de celle-ci, la défaite du projet politique qui la soutenait et qui, dans ses différentes variantes, n'a jamais rompu avec les fondements idéologiques et politiques du réformisme, ouvrirent d'énormes failles dans ce secteur, une fois évanouie l'illusion de frapper l'Etat "au coeur" et de le démanteler peu à peu.

Ces failles prirent la forme des phénomènes de "dissociation" et des "repentis" où des militants non seulement renoncèrent à la stratégie antérieure, mais abjurèrent la violence et s'inclinèrent devant l'ordre établi - quand ils ne collaborèrent pas directement avec la police - en échange de remises de peines. La société bourgeoise a pu ainsi réabsorber ses propres rebelles et renforcer sa capacité à résister aux contradictions mais elle a aussi contre son gré rendu un service objectif à la lutte de classe en démontrant l'impasse de l'idéologie "terroriste".

A partir de 1974-75 s'ouvre une longue période de crise économique qui, dans les pays du capitalisme avancé, ne manque pas d'avoir des effets corrosifs à tous les niveaux de la vie économique et sociale et met à mal la croyance au bien-être et au progrès croissants. Pour la classe dominante, ses institutions et ses partis, le problème de défendre ses intérêts tout en maintenant le cadre du consensus démocratique devient plus brûlant. Le réformisme est obligé de se faire plus ouvertement collaborationniste, le garantisme devient plus étroitement lié à la défense de l'Etat. Ce changement du rôle du réformisme traditionnel pousse des couches prolétaires à se rebeller, y compris par rapport à lui. C'est dans cette poussée matérielle que s'inscrit la fuite en avant, l'action exemplaire, la propagande armée des organisations "terroristes".

Après la défaite de ces organisations, l'Etat d'urgence se maintient, malgré les voix garantistes qui estiment que "le moment critique" est passé; il se maintient dans la défense quotidienne des institutions démocratiques - et pourtant jamais réellement menacées, même quand les Brigades Rouges essayaient de "hausser le tir" toujours plus - , dans la défense de l'ordre public, c'est-à-dire de la paix sociale et de la collaboration de classe.

L'Etat d'urgence a tout justifié dans la lutte contre les "délits" comme contre les manifestations de "malaise social" : de l'expulsion de logements aux interpellations en masse, aux passages à tabac dans les postes de police, à la militarisation de quartiers entiers ou de villes entières. Il a permis la criminalisation de toute opposition à l'ordre établi, l'utilisation de la torture, l'application de la violence gratuite dans les prisons, etc. dans le but de terroriser les secteurs combattifs.

L'Etat d'urgence a "habitué" les masses à l'usage généralisé de la répression qui a pu jouir d'un vaste consensus. La fameuse "loi Reale" fut approuvée en juin 78 par une vaste majorité lors d'un référendum lancé par le Parti Radical : 24 millions contre 7 millions. Démonstration, là aussi, de comment un référendum peut constituer l'enterrement d'une tentative de réforme interne de l'ordre établi. Les Brigades Rouges ont sans doute contribué à ce résultat en exécutant au même moment Aldo Moro dans le but d'empêcher que le PCI aille jusqu'au bout du "compromis historique" avec la Démocratie Chrétienne, (Moro étant l'interlocuteur privilégié du PCI au sein de la DC).

Dans un climat d'incertitude grandissante provoquée par la crise économique, l'Etat d'urgence fut présenté par tous les partis comme une douloureuse mais indispensable mesure afin d'éviter l'effondrement de l'ordre social. Si, en

général, ces arguments furent acceptés, plus ou moins passivement, l'existence d'une sympathie limitée mais réelle envers "les organisations combattantes" est incontestable.

L'Etat et tous les partis constitutionnels y répondirent par une campagne politique et pratique de défense de la Démocratie et d'intimidation. Dans les usines et les quartiers, ce fut sans aucun doute le PCI qui fut en première ligne : appel public à sévir contre ceux qui refusaient de signer des textes "contre tout type de violence", déclaration de solidarité avec l'Etat avant de déclencher des grèves, etc.

C'est dans ce climat de chasse aux sorcières que s'est effectuée l'adaptation des forces de police et des forces politiques à la nouvelle période que les sociologues eux-mêmes décrivent sous le signe de l'augmentation des conflits et des troubles sociaux.

Pietro GRECO, après bien d'autres, a été victime de ce nouveau "professionnalisme" des corps de répression. Ce n'était pas une bavure, mais le résultat de la défense à tout prix de la propriété privée et de l'ordre établi. L'histoire nous enseigne et l'actualité nous confirme que la police n'est jamais neutre, qu'elle ait à faire à un simple "individu" qui cherche à fuir une arrestation ou à une manifestation de lutte ouvrière. ●

L'ITALIE DES MIRACLES

LA SITUATION ECONOMIQUE

D'après le rapport semestriel du Comité Economique et social de la CEE, l'Italie ne va pas fort. Il y a 3 points noirs : déficit des finances publiques, déficit du commerce extérieur et coût du travail.

Le rapport n'hésite pas à écrire que la décision, dans les années 60 "de maintenir l'arrimage à l'Europe Occidentale et d'assurer un minimum de consensus autour des institutions démocratiques" a été réalisée "avec myopie et avec des risques mortels pour la survie même du système politique et social". Le rapport parle de cette période comme "l'histoire d'un suicide raté" et on comprend la préoccupation des experts de la CEE si l'on sait que toute secousse dans un des pays de la communauté se répercute immédiatement dans tous les autres, en risquant en plus de s'amplifier. Selon le rapport, le "miracle économique" et un "maintien satisfaisant de l'emploi" ont permis d'éviter la catastrophe. Il est clair en fait que le sauvetage a été possible grâce à l'utilisation maximale de tous les amortisseurs sociaux disponibles (en accumulant les déficits mais en sauvegardant la paix sociale) et grâce à l'étroite collaboration des organisations syndicales et politiques "ouvrières" avec l'Etat. Cet objectif a été atteint en utilisant la répression (cf article "les années de plomb de l'Etat") mais aussi en s'appuyant sur les illusions électorales et l'espoir d'une victoire du PCI (le fameux "sorpasso", le "dépassement") aux élections.

Au début des années 80, l'économie italienne a hérité d'une profonde instabilité. Elle n'a pu encore réaliser ni une restructuration industrielle efficace, ni une bonne pénétration des marchés étrangers, ni un accroissement substantiel de la productivité, objectifs sur lesquels se concentre la pression du patronat et de l'Etat. Tandis que se développe un processus de sélection économique brutale avec la fermeture de nombreuses entreprises, le processus de concentration du capital avance à vive allure, parallèlement à "l'assainissement" par l'Etat de secteurs entiers (sidérurgie, chimie, agro-alimentaire, etc.). Examinons un peu les aspects saillants de la situation actuelle.

INFLATION

Après avoir frôlé les 20 % il y a quelques années, elle s'est ralentie : 14,7 % en 83, 10,8 % en 84 et elle devrait atteindre les 7 % cette année, si l'on en croit les experts. Les derniers chiffres indiquent cependant que l'inflation devrait tourner autour de 9 % à cause, paraît-il, d'une trop forte demande

intérieure. En d'autres termes, le pouvoir d'achat des salariés serait "trop élevé" ce qui inciterait à ... "consommer trop". Les cercles gouvernementaux songent à diverses mesures pour remédier à cet état de chose, notamment en ce qui concerne l'échelle mobile des salaires (qui faisait l'objet du référendum); des restrictions sont prévisibles dans les secteurs de la santé, des retraites ou des allocations de chômage, en concordance avec les "suggestions" du FMI, préoccupé de la lenteur de "l'assainissement" de l'Italie.

COUT DU TRAVAIL

Les plaintes des industriels sont permanentes. Pour eux, les salaires sont toujours trop élevés et trop "garantis". Leur objectif central, partagé par le gouvernement, les partis et les syndicats, reste la restructuration du salaire, ce qui veut dire que le salaire doit perdre les "rigidités" qui subsistent pour être plus directement lié à la productivité. Tout le monde a son projet de restructuration, mais tous ces projets concordent au fond. Il suffit de se souvenir de l'époque où les dirigeants de la CGIL (la CGT italienne) s'en prenaient aux secteurs ouvriers qui refusaient la mobilité du poste de travail de peur de perdre leur emploi (ce qui est arrivé) et refusaient une réforme de l'échelle mobile (ce qui a eu lieu), en les accusant de vouloir "vivre en dehors de leurs moyens"...

DEFICIT DU SECTEUR PUBLIC

L'Italie est la championne de la CEE avec un déficit égal à 13,5 % du PIB. Les causes ? Selon le rapport de la CEE, il y a la fraude fiscale, le manque de "rigueur financière" des entreprises d'Etat et la disproportion entre coûts et recettes chez celles-ci. Les remèdes : cession au privé de secteurs productifs entiers, augmentations continues des tarifs des services publics. Mais le gouvernement lui-même prévoit une nouvelle augmentation du déficit : 130 000 milliards de lires cette année, contre 100 000 milliards l'an dernier... D'autre part l'endettement public, c'est-à-dire les dettes de l'Etat, représentait en 1984 une valeur équivalente à 90 % du PIB et devrait représenter en 1990 123 % du PIB, année où 95 % de "l'impôt" sur le revenu des personnes physiques" devra être consacré à payer les intérêts de cette dette.

BALANCE DES PAIEMENTS

Le déficit est important et s'alourdit, même si les réserves sont substantielles et la position de l'Italie

jugée acceptable. Cependant la situation inquiète l'Etat et les pressions du FMI et de la CEE s'accroissent car la tendance semble difficile à inverser.

PRODUCTION INDUSTRIELLE

Une certaine reprise est apparue, surtout dans les secteurs de la mécanique de précision et de l'habillement. Mais cette croissance, insuffisante pour diminuer le chômage dépend en bonne part du marché mondial sur qui comptent les bourgeois pour sortir du tunnel, au moment où les signes de ralentissement de l'économie mondiale font se raviver la guerre économique (voir les menaces US sur les importations de pâtes italiennes ou de chaussures).

COMMERCE EXTERIEUR

Le déficit est chronique, dû en partie à l'importation de matières premières dont le pays est presque totalement dépourvu.

En 1984, le commerce mondial a connu une croissance exceptionnelle (9 %), grâce notamment au déficit commercial des USA, mais l'Italie n'en a que partiellement profité avec une augmentation de 6 % de ses exportations. Ce qui chagrine le plus la classe dominante c'est que les exportations italiennes ne se dirigent pas vers les marchés porteurs.

CHOMAGE

L'Europe compte aujourd'hui officiellement plus de 19 millions de chômeurs, malgré la reprise, et personne ne prévoit une décade. En Italie, les chiffres officiels indiquaient 2 466 000 chômeurs au début de l'année sur une population active de 20 427 000 personnes. On prévoit 400 000 chômeurs supplémentaires à la fin de la décennie, soit près de 15 % de la population active. A ce taux de chômage officiel, doit être ajouté un taux de chômage réel, comprenant une masse considérable de gens non inscrits sur les listes officielles, de pré-retraités et de "travailleurs précaires".

Naturellement, de même qu'en économie il y a des limites au-delà desquelles, c'est la faillite, il y a pour la politique sociale des "cotes d'alerte" qui signalent à la bourgeoisie des risques de tensions sociales incontrôlables. Il n'est pas possible de s'en remettre aux vertus de "l'économie souterraine", qui, si elle a pu participer au "miracle économique", est en fait une économie précaire.

Les propositions les plus diverses fleurissent donc pour contrôler le phénomène du chômage, dans le but de diminuer

l'accumulation des tensions sociales, surtout face au phénomène nouveau du chômage de longue durée chez les jeunes : augmentation de postes dans la fonction publique, contrats de "formation", "flexibilité" du marché du travail, restructuration de la "cassa integrazione" (structure de pré-chômage en fait), invitation à la création d'entreprises, etc.

La pression des chômeurs a permis une série de succès pour les capitalistes : la productivité a augmenté, les grèves ont sérieusement diminué, l'absentéisme s'est réduit et les salaires ont été attaqués sans trop de résistances, étant donné que le plus important est de conserver son emploi.

Nos "héros de l'économie" réussiront-ils à retrouver la stabilité sociale et l'expansion économique perdues dans les années de l'expansion ? Non. Ils se préparent au contraire à une instabilité permanente, y compris en utilisant au maximum, comme cela a été le cas ces derniers mois, le cirque électoral. ●

VENISE : LA MAGISTRATURE FRAPPE LES COMITES CONTRE LA REPRESSION

Depuis février, les militants qui travaillent dans les comités contre la répression à Milan, Padoue, Venise (l'éditeur du "Bollettino" de la coordination des comités y compris), sont la cible des juges de Venise : 13 arrestations, plus de 60 convocations judiciaires sous prétexte "d'organisation d'association subversive", d'avoir des relations avec des personnes inculpés et "non dissociés" (mais en liberté provisoire !), d'avoir organisé une solidarité "morale et matérielle" avec des brigadistes emprisonnés.

En mars 3 militants du comité de lutte contre la répression de Trente ont été inculpés "d'outrage au drapeau national" pour avoir publié des poésies anti-militaristes.

La tentative de criminaliser et d'empêcher les quelques actions pratiques d'opposition à la répression est évidente; mais les juges attaquent également les secteurs qui luttent contre les préparatifs de guerre, indépendamment de l'orientation pacifiste et réformiste du PCI. Nous invitons les lecteurs intéressés à s'adresser directement aux adresses ci-dessous pour s'informer et soutenir les comités frappés. ●

COORDINAMENTO COMITATI contro la repressione, c/o libreria CALUSCA, corso P. TICINESE 48, MILAN. Comitato di lotta contro la repressione, P. VENEZIA 9, TRENTE.

C'EST LA LUTTE DE CLASSE QUI ABATTRA L'APARTHEID ET L'ETAT NEGRIER !

Les manifestations de ces derniers mois et la répression sauvage qui s'est abattue sur les masses révoltées confirment la radicalisation de la situation en Afrique du Sud. Le mouvement social est entré dans une phase qui le mènera inexorablement à l'affrontement toujours plus violent avec l'Etat négrier et le danger imminent de guerre civile fait trembler l'impérialisme qui prépare aujourd'hui ses cartes pour l'avenir.

Pour sentir d'où vient le vent les bourgeois ont l'habitude d'organiser des sondages. La règle vaut aussi pour l'Afrique du Sud où le Sunday Times (hebdomadaire britannique) a organisé dans les Townships de Johannesburg, Prétoria et Durban une enquête qui révèle que si une majorité de noirs croit en un pouvoir multiracial, 69 % d'entre eux sont convaincus que seule une longue guerre civile fera éclater le carcan de l'apartheid. La radicalisation des luttes, l'organisation toujours plus structurée des masses noires sont autant de facteurs qui font passer les luttes prolétariennes noires de révoltes sporadiques en guerre sociale permanente, "il va devenir de plus en plus difficile de persuader les noirs qui ont perdu leurs illusions qu'ils doivent continuer à user de moyens pacifiques pour aboutir à un changement politique" déclarait en août dernier le révérend Beyers Naude, secrétaire général des Eglises sud-africaines.

Pour faire face à cette radicalisation prolétarienne générale, l'impérialisme entame une course contre la montre. La seule façon de calmer le mouvement social est d'engager un processus de réformes de l'Etat dans lequel s'intègrent les représentants politiques et religieux favorables à la solution négociée.

Deux obstacles se dressent face à cette solution : la radicalisation des luttes noires et le "péquenot politique" Botha (comme l'appellent eux-mêmes les libéraux) représentant des intérêts des prolétaires et basses classes blanches. Contre le premier obstacle c'est la loi du plomb qui prévaut, contre le second c'est un dosage savant et inoffensif de "pressions" diplomatiques et économiques. Le retrait des capitaux occidentaux ne signifie nullement que l'impérialisme se retire de la région mais qu'au contraire il prépare le terrain pour renforcer son poids et son influence. Si Botha, raisonne l'impérialisme, ne veut pas comprendre que sa politique rapproche l'échéance de la guerre civile et donc crée une situation où les intérêts stratégiques de l'impérialisme sont gravement atteints, nous mettrons l'Afrique du Sud sous notre tutelle absolue, comme Israël est sous la tutelle totale des Etats-Unis.

Les retraits de capitaux, le voyage des ministres européens, les pres-

sions diplomatiques, sont un vaste rideau de fumée qui masque la détermination absolue pour l'impérialisme de s'assurer de la sauvegarde de ses intérêts. "Une Interruption de ces livraisons (cobalt, chrome, platine, vanadium, manganèse - NDR) créerait des problèmes pour la plupart des industries américaines" déclarait Robert Wilson directeur des ressources stratégiques du ministère du commerce américain, et se seraient 3 millions d'emplois qui seraient menacés. Pour la bourgeoisie ce ne sont pas les pertes d'emplois qui déterminent sa politique mais les pertes de profits. Le chantage aux emplois, discret encore, prépare néanmoins le terrain idéologique auprès du prolétariat et des classes moyennes pour faire accepter une intervention plus directe de l'impérialisme.

Parmi les scénarios envisagés par les états-majors occidentaux, figure en première ligne la transcroissance des luttes des masses noires en une révolution nationale. Dans un tel cas il ne sera plus question de solution négociée mais l'engagement militaire direct ou sous forme d'aide militaire financière sera à l'ordre du jour.

Pour l'impérialisme, l'Eglise sud-africaine et les représentants de l'UDF, sont les forces politiques et sociales seules capables de maintenir les prolétaires et masses noires dans le cadre de la non-violence (1). Loin de pousser en avant les luttes, elles les

réfrèment et les contiennent autant que faire se peut dans des démonstrations pacifiques, démontrant ainsi leur rôle contre-révolutionnaire.

Mais pour les masses noires le temps n'est pas aux marches silencieuses ni de servir de pigeons aux tireurs de l'armée et de la police. Il est à l'organisation des prolétaires sur des bases propres indépendantes non seulement des "colombes" blanches mais aussi de toute politique de compromission et de renoncement à la lutte directe contre les négriers.

Les prolétaires des métropoles impérialistes ont un rôle important à jouer pour aider leurs frères de classe noirs. Leur solidarité est un atout important pour que vive la lutte des prolétaires noirs d'Afrique du Sud, et elle passe obligatoirement par la dénonciation claire de son propre impérialisme, qu'il soit teinté de "socialisme" ou de libéralisme pur et dur ainsi que par la reprise de la lutte de classe ici-même.

1) La libération de Allan Boesak, arrêté en août dernier, le fondateur de l'UDF et le président de l'Alliance mondiale des Eglises réformées, de même que l'entrevue des grands capitaines de l'industrie sud-africaine avec les représentants de l'UDF au Botswana, sont les marques de cette politique d'intégration et de contrôle des masses noires.

AFRIQUE DU SUD : POUDRIERE DU CONTINENT NOIR

GENDARME DE L'IMPERIALISME.

L'Afrique du Sud intéresse à plus d'un titre l'impérialisme. Sur une même portion de territoire se trouvent en effet réunies toutes les conditions justifiant un appui à l'Etat-négrier de Bhotia. Verrou maritime, puissance minière stratégique, épée de Damoclès sur le continent austral, l'Afrique du Sud recevra tous les moyens en capital, en armements, en soutien politique, nécessaires à son rôle de gendarme.

Du point de vue économique les enjeux en Afrique du Sud ne sont pas négligeables. Elle est le premier producteur d'or mondial (75 % de la production des pays occidentaux, le reste venant essentiellement d'URSS) mais aussi de platine utilisé notamment dans l'industrie chimique, électronique et pétrolière et enfin d'antimoine utilisé dans la fabrication d'accumulateurs, de batteries et d'éléments de munition. Ensuite l'Afrique du Sud est le deuxième producteur de diamant, le troisième d'uranium, de chrome et de lithium. Il est intéressant alors d'examiner quel est le degré de dépendance de l'impérialisme vis-à-vis de ces richesses. Prenons le cas des Etats-Unis, actuellement principal soutien à l'Etat-mercenaire. Pour le chrome, les E.U. doivent importer 91 % de leurs besoins dont 24 % viennent d'Afrique du Sud et 12 % de Rhodésie (le solde venant d'URSS, Turquie et Philippines). Pour l'or, les importations des E.U. se situent à 45 % dont la plupart venant d'Afrique du Sud après les traditionnels passages dans les grands centres d'affaires de Londres et de Zurich. Pour le platine, 68 % des besoins sont couverts par les importations de Prétoria. Quant au cobalt (utilisé pour les alliages à haute résistance à la chaleur) il provient à 37 % du Zaïre et 22 % de la Belgique qui elle-même se fournit dans son ancienne colonie. Si l'Afrique du Sud n'est pas concernée économiquement dans ce dernier cas, elle l'est au moins stratégiquement puisque elle seule dans la région peut assurer la stabilité des Etats voisins et leur maintien dans le camp de l'impérialisme. L'antimoine est importé à raison de 95 % dont 22 % d'Afrique du Sud.

Pour le vanadium (indispensable aux alliages d'acier) les E.U. dépendent à 59 % de l'Afrique du Sud. Quant au

Le début de cet article d'analyse générale est paru dans le précédent numéro du journal. Dans cette première partie nous avons expliqué de quelle façon est né l'Etat sud-africain et quels antagonismes de classe sont liés à sa formation. Après l'époque typiquement coloniale de conquête des terres intérieures par les paysans boers expliquons-nous, succéda dès la découverte des fabuleuses richesses minières, une phase d'industrialisation accélérée et de prolétarianisation forcée des tribus noires rejetées de leurs territoires. Le capital international affluent en Afrique du Sud exploita pour son compte les discriminations et l'oppression exercée à l'origine sur les masses noires par les colons blancs, alimenta ainsi les divisions entre prolétaires blancs et noirs pour faire de ces premiers le meilleur rempart contre toute rébellion des masses noires.

manganèse l'Afrique du Sud fournit 12 % de la consommation américaine (1). Au-delà de ces chiffres il faut considérer que globalement deux tiers des ressources mondiales de l'or, du platine, du manganèse, de l'antimoine, du vanadium et du chrome sont situées en URSS, en Chine et en Afrique australe ! Le passage de l'Afrique australe et particulièrement du Sud dans un autre camp concentrerait une arme économique en un nombre encore plus réduit de mains.

Il est clair toutefois que les éléments économiques - dont certains peuvent avoir une valeur militaire ou financière stratégique - ne sont pas la seule raison d'intervention de l'impérialisme. L'Afrique du Sud n'est finalement que la 23ème puissance industrielle du monde. En fait ces éléments se combinent avec les nécessités de contrôle militaire des voies maritimes entre l'Océan Indien et le Pacifique et avec le rôle de trique de l'Afrique australe encore sous le vent de la décolonisation, et forment un tout complexe qui fait de ce pays le pilier principal de la présence de l'impérialisme en Afrique noire, comme Israël l'est pour le Moyen-Orient.

Jusqu'en 1940 l'Afrique du Sud était une chasse gardée du capital britannique qui y dominait largement les autres. Après la deuxième guerre impérialiste les capitaux américains viennent s'y investir en force, renforçant d'autant la bourgeoisie acquise à un développement extraverti du pays. Pour les E.U. l'Afrique du Sud représente 30 % de leurs investissements en Afrique, 60 % si l'on exclut le pétrole et 95 % si l'on ne prend en considération que le secteur d'industries de transformation.

Prise à l'échelle du continent, l'Afrique du Sud joue le rôle de locomotive

capitaliste exerçant un sous-impérialisme sur les autres Etats. Si elle ne représente que 4 % du territoire et 6,7 % de la population elle participe pour 30 % au revenu total du continent, pour 43 % de la production minière, pour 75 % de l'acier, pour 57 % de l'électricité, pour 56 % du trafic ferroviaire et pour 50 % du parc de véhicules à moteur.

Cette force productrice, l'Afrique du Sud la doit évidemment au capital international qui représente la moitié des investissements. De 1973 à 1980, en pleine période de boycott, de discours anti-apartheid et de prophéties sur les Droits de l'Homme, l'impérialisme faisait passer ses investissements directs et indirects de 3 397 millions de rands à 10 267 millions. La campagne de boycott du pétrole promulguée par l'OPEP aura d'ailleurs bien servi les intérêts impérialistes, puisqu'elle aura permis - à la France notamment - d'investir dans le nucléaire ou dans des projets comme Sasol II et III, industrie de transformation de la houille en gaz et de carburant synthétique (2). Quant au pétrole, l'Afrique du Sud - qui couvre soit dit en passant 80 % de ses besoins énergétiques grâce à la houille - se fournit sur le marché libre contrôlé par des sociétés commerciales occidentales. Là encore le profit retombe dans l'escarcelle de l'impérialisme !

Quant aux rapports de profits réalisés en Afrique du Sud grâce à l'exploitation négrière de la classe ouvrière de couleur, ils expliquent à eux seuls l'engouement des capitalistes, pour ce havre de bonheur mercantile. Dans l'industrie de transformation le taux de profit est de 16,6 %, dans les autres secteurs de 19 %. De quoi rêver pour les industriels qui se battent en métropoles pour un petit 2 %, péniblement arraché à coups de restructuration et de course infernale à l'augmentation de la productivité du travail !

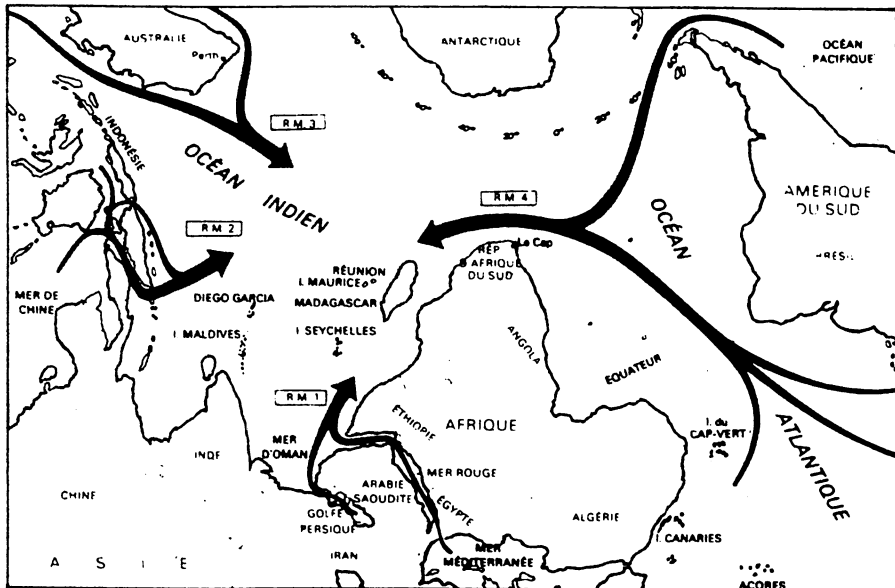
Revenons maintenant au problème de stratégie militaire. La carte que nous publions (tirée d'un article de G. Kemp paru dans "Les Etats-Unis et l'Afrique", éd; Karthala) parle toute seule. L'Afrique est un continent qui coupe les océans et limite le passage naturel d'un océan à un autre à un seul point, le Cap de Bonne Espérance. Le canal de Suez, passage forcé, est trop vulnérable pour être considéré suffisant par les stratèges militaires.

L'impérialisme occidental tente donc d'arracher à son concurrent le plus direct, l'URSS, le maximum de positions sur le littoral africain et défend avec acharnement la position la plus stratégique, celle du Cap. Cette voie maritime revêt une importance extrême du point de vue commercial. En 1966, 500 000 barils de pétrole passaient par le Cap, 12 000 000 en 1970 après la fermeture du canal de Suez.

Les relations entretenues par l'Afrique du Sud avec l'OTAN ne sont pas un secret et la participation de Prétoria à la défense coordonnée des 2 océans est un projet des plus sérieux et justifie les réunions secrètes entre les services de l'OTAN et les Affaires Etrangères de Botha. Les manoeuvres navales en Atlantique sud de l'OTAN ("Ocean Venture") s'intègrent d'ailleurs à la défense des positions prises par l'Afrique du Sud en Namibie et aux pressions militaires qu'elle exerce sur ses autres voisins.

Mais le rôle militaire de l'Afrique du Sud n'est que secondairement la protection des côtes, il est d'abord et avant tout d'agir comme bras de fer de l'impérialisme pour faire régner l'ordre en Afrique australe. Sous domination coloniale de l'Angleterre, du Portugal et de la Belgique, toute cette zone est passée par la phase des luttes d'émancipation nationale et l'impérialisme, impuissant devant la puissante vague anti-coloniale, ne pouvait qu'assister au renversement des rapports de force, mais aussi des alliances stratégiques pour bon nombre de colonies dont l'Angola et le Mozambique sous la direction du MPLA et du FRELIMO.

L'Afrique du Sud où le pouvoir blanc représentait l'élément politique le plus stable de l'aire sud-africaine, a donc vu croître de manière démesurée son rôle de gendarme au service de l'impérialisme, contre la "ligne de front" des anciennes colonies périphériques.



Le passage du Cap est en dehors du fragile canal de Suez, le seul lien entre les océans. Raison supplémentaire de l'impérialisme pour contrôler la région australe du continent africain.

La condition de réalisation de cette fonction était bien sûr la militarisation forcée de l'Etat-négrier, militarisation rassurant du même coup le capital international investi. Car la pression militaire sur ces voisins permet à l'Afrique du Sud de détruire les bases arrière des mouvements de libération nationale de l'ANC et de la SWAPO, pour ce qui concerne la Namibie.

L'industrie de l'armement a donc pris un développement foudroyant, aidé en cela de nouveau par les embargos décidés en 1977. L'impérialisme avait eu le temps depuis longtemps de prendre les devants et de faire d'une pierre deux coups: apparaître aux yeux de ses prolétaires respectueux des Droits de l'Homme et assurer à l'Afrique du Sud les moyens militaires de sa politique. C'est pourquoi les pays membres de l'OTAN, la France en premier puisqu'elle est le principal fournisseur d'armes, les Etats-Unis et la RFA ont vendu des licences techniques nécessaires à l'Etat-mercenaire pour produire sur place et lui-même un arsenal des plus sophistiqués (3). Rendre autonome ses principaux pions du point de vue équipements militaires est d'ailleurs conforme aux intérêts même de l'impérialisme, Israël en est un autre exemple. L'Afrique du Sud est donc rapidement passée d'importatrice d'armes à l'exportation et fournit maintenant notamment Israël, le Chili, Taïwan et le Paraguay. Cette formidable puissance militaire lui permet non seulement de

régner en maître absolu sur la Namibie où elle entretient plus de 100 000 hommes, mais aussi de prendre régulièrement l'initiative de l'attaque contre le Mozambique, le Botswana et l'Angola où elle intervient même dans l'enclave de Calinda depuis le territoire zaïrois.

Si l'impérialisme américano-européen défend âprement la position de force de l'Afrique du Sud, ce n'est pas seulement par jeu de concurrence avec l'URSS qui a trouvé dans la vague de luttes de libération nationale de 1974 un moyen d'occuper le terrain, mais aussi parce que toute la région est reliée de mille façons avec elle et que toute secousse sociale a des répercussions bien au-delà de ses frontières. Assouffie par le besoin d'une main d'oeuvre toujours moins chère, le capitalisme sud-africain est allé recruter les forces de travail par centaines de milliers (600 000 dont 500 000 pour les mines) au Mozambique, au Botswana, au Lesotho, au Swaziland, au Malawi même (4). Ces flux migratoires sont autant de vecteurs possibles d'étendre et d'élargir la portée des luttes sociales dans une région qui va jusqu'à la "ceinture de cuivre" du Zaïre. Sur le plan économique aussi les liens ne sont pas négligeables et en dépit des conflits qui opposent Prétoria à ses voisins, il existe avec eux dans tous les cas des accords d'échanges commerciaux. L'Afrique noire absorbe par exemple 20 % des exportations d'Afrique du Sud, et dans ce chiffre il faut compter 3/4 des exportations industrielles.

PROLETARIANISATION DES MASSES NOIRES

La victoire des nationalistes en 1948, grâce surtout au soutien du prolétariat blanc, a redonné vigueur à la politique raciste pratiquée jusqu'alors avec une certaine "souplesse", laissant une certaine liberté d'interprétation au capital international. C'est dans les années 50 à 60 que prendra corps l'apartheid dont l'axe prioritaire d'action sera la déportation des noirs vers les "homelands" en vertu du concept que chaque "nation" doit avoir un "développement séparé". Au fur et à mesure de l'application de cette politique les prolétaires perdront la citoyenneté sud-africaine pour devenir des étrangers dès qu'ils mettront le pied hors de leur véritable et honteux parc. De 1967 à 1977 ce sont ainsi 2,5 millions de noirs, prolétaires ou fermiers squattant les terres ou les louant au paysan blanc, qui seront transférés dans les bantoustans. Ce transfert accélérera encore tout le processus de prolétarianisation des masses noires et déterminera les fondements matériels de l'évolution des luttes sociales noires.

Jusqu'à la guerre des boers, le conflit racial a surtout été alimenté par les rapports esclavagistes entretenus par les colons afrikaners, mais dès la fin du siècle dernier et grâce au boom minier, les rapports noirs-blancs vont se déplacer du terrain conflictuel des campagnes pour se situer sur celui de la grande production capitaliste et annonceront par leur changement de nature la naissance d'un futur mouvement ouvrier puissant.

C'est d'ailleurs en réaction à une loi de 1911 réservant les travaux qualifiés aux seuls blancs que se fondera l'année suivante l'ANC (African National Congress). Le contenu de son programme d'alors basé sur l'égalité des droits "pour tous les hommes civilisés", et les formes d'action qu'elle préconisera dans sa première période d'existence seront empreints d'un légalisme ultra reflétant surtout le

besoin de la petite-bourgeoisie noire naissante d'être reconnue sur un pied d'égalité. Cette première pierre de l'organisation politique noire se situait donc sur un terrain de prise de conscience nationale bourgeoise et marquera - même si les formes d'action se radicaliseront plus tard, notamment par le passage à la lutte armée à la fin des années 50 - tout le mouvement social noir.

Il est important aussi de savoir que dans la même année de fondation de l'ANC, le parti travailliste des ouvriers blancs (à forte composante britannique) poussait le gouvernement à appliquer une ségrégation plus sévère et sera par la suite le principal partisan, avec la petite-bourgeoisie traditionnelle et nationaliste, d'une politique jusqu'aboutiste en matière raciale. 1922 est alors marquée par la "révolution du rand" où la classe ouvrière blanche, avec à son avant-garde les anciens paysans boers ruinés, s'oppose violemment aux mesures des compagnies minières qui, pour faire face à la baisse du cours de l'or, décident d'ouvrir les emplois qualifiés aux non-blancs dix à vingt fois moins payés. Les émeutes seront très durement réprimées faisant 200 morts parmi les ouvriers. Cette flambée de grèves faisait d'ailleurs suite aux grèves blanches de 1913 de Johannesburg qui firent 20 morts (les ouvriers luttèrent alors contre la baisse des salaires) et celles de 1914 qui firent 2 morts, et où l'Etat expulsa en Angleterre les syndicalistes dirigeant les luttes.

La première organisation syndicale noire sera créée en 1919, l'ICU (Industrial and Commercial Workers Union), à l'origine comme syndicat des dockers noirs du Cap. En 1928 l'ICU comptera 200 000 membres, se scindera en deux entre syndicalistes radicaux et modérés et dégénéra complètement. Le PC d'Afrique du Sud quant à lui, créé en 1921 ne résistera pas aux événements politiques de la III^e Internationale sous l'égide stalinienne et sombrera politiquement dans l'ignoble théorie de "classe contre classe" adoptée au VI^e

Congrès et qui fera dépendre le sort des masses opprimées par le colonialisme et le racisme du sort de la révolution dans la vieille Europe !

Dès sa naissance le mouvement social noir moderne sera formé de deux composantes agissant mutuellement l'une sur l'autre, l'une de caractère nationaliste l'autre typiquement ouvrière d'organisation immédiate. Pour la bourgeoisie la tactique adoptée pour combattre le renforcement du mouvement national pluri-ethnique et de l'organisation ouvrière sera et reste toujours de regrouper territorialement les noirs par tribus afin d'aviver les vieux antagonismes ancestraux, en propulsant les chefs traditionnels au rang de ministres de bantoustan (les "nègres blancs") et en créant une classe ouvrière fluctuante (travail migrant) et muselée par les interdictions de toutes sortes.

Avec la deuxième guerre mondiale s'achève la première période des mouvements national et prolétarien. La seconde période va de 1945 à 1960. A ce moment l'ANC subit une refonte complète, notamment par l'absorption des militants du PC désormais interdit par le fameux "Communism suppression Act" de 1950 et par la rupture du courant maoïste qui fondera le PAC en 1958. Le PAC et l'ANC seront d'ailleurs à l'origine des manifestations de mars 1960 où furent brûlés les "pass" et qui se soldèrent par un véritable massacre, notamment à Shaperville où près de 100 personnes furent abattues froidement par les flics, d'autres emprisonnées et torturées à mort. Face à l'échec de cette résistance passive et individuelle, les deux organisations se lancèrent dans la lutte armée de guérilla dans l'impréparation la plus totale, sans arrière et furent décapitées en 1963.

Sur la base de ces échecs le mouvement noir se recomposera progressivement. L'Eglise entrera en scène plus directement et influencera, en profitant du vide politique laissé par l'ANC et le PAC clandestins, les milieux étudiants de la SASO qui se rapprochent de la théorie de la "conscience noire" et de la "théologie noire". Les organisations syndicales se recomposent aussi, poussées en avant par les luttes ouvrières qui ne cessent d'éclater dès la fin des années 60.

Le tableau de fond de toute cette phase de recomposition et d'organisation sera la crise internationale du capitalisme. L'Afrique du Sud possède un marché intérieur extrêmement limité et dépend essentiellement du volume de ses exportations, or la chute de celles-ci n'a pu être compensée qu'avec retard et de façon totalement aléatoire par la montée des cours de l'or, rendant totalement impossible la moindre planification des investissements.

Lorsqu'en 1976 éclatent les révoltes de Soweto, en riposte à la répression des lycéens manifestant leur refus de l'imposition de la langue afrikaaner dans les écoles secondaires, l'Afrique du Sud est déjà secouée par de nombreux conflits. En 1971 en Namibie les mineurs sont en grève (5), l'année suivante c'est la grève des transports à Johannesburg, en 1972 apparaît à Durban le TUACC, Fond général d'aide pour les ouvriers d'usine, largement influencé par les théories de l'autogestion et de la démocratie directe. A Durban en 1973 la grève générale est déclenchée sur la question des salaires. En 1974 les grèves touchent East London. Pour 1973 les chiffres officiels sont de 246 grèves et 76 000 travailleurs y participant, mais les syndicats annoncent pour les seuls 3 premiers mois

de l'année 100 000 grévistes dans le seul Natal. On saisit toute la valeur des statistiques officielles qui suivent ! Il faut les considérer comme largement en dessous de la réalité et indiquant seulement des tendances. Officiellement donc en 1974 et seulement dans le secteur industriel il y a eu 374 grèves et 58 000 grévistes. Le secteur le plus touché fut le textile. Dans cette même période apparaîtront d'autres organisations syndicales comme le Syndicat des ouvriers noirs alliés (base du futur SAAWU) impulsé par le "Mouvement de la conscience noire", ou encore l'UTP d'obédience sociale-chrétienne. En 1976, la bourgeoisie comprendra la nécessité, poussée en cela par les ténors du capital international comme Oppenheimer (6) qui multiplient leurs démarches de modernisation de l'apartheid, de combiner la force policière avec la ruse combinatoire démocratique. C'est le départ d'une politique visant à créer et renforcer parmi le prolétariat de couleur une catégorie ouvrière privilégiée, bénéficiant d'avantages matériels sur les autres et naturellement encline à tempérer les ardeurs revendicatives ouvrières. Cette politique est acceptée non pas d'abord sur le principe humanitaire mais seulement parce qu'elle colle à l'urgente nécessité pour le capital de trouver une main d'oeuvre qualifiée (7), la classe ouvrière blanche ne suffisant plus depuis longtemps démographiquement à satisfaire les besoins de force de travail. L'autre volet de cette nouvelle attitude réside dans la reconnaissance possible désormais par le pouvoir, des organisations syndicales sous certaines conditions drastiques évidemment car l'Etat tient d'abord à contrôler policièrement les organisations ouvrières immédiates. Il s'agit notamment de la publication des responsabilités et des adhérents, des ressources financières et de leur utilisation, etc. Cette nouvelle loi divisera les organisations syndicales quant à l'opportunité ou non de leur reconnaissance sous ces conditions. Mais la FOSATU issue en 1979 du TUACC et d'une dissidence du UTP se fera reconnaître sans modification de ses statuts.

Les grèves ouvrières, dont les revendications portent dans 70 % des cas sur l'augmentation des salaires, se poursuivront après Soweto sans discontinuer.

De janvier à octobre 1983, il y eut - toujours officiellement - 270 grèves et 54 000 grévistes, de janvier à octobre 1984, ces chiffres sont passés à 309 et 119 000. Le taux de syndicalisation extrêmement faible, il y a 10 ans, remonte et environ 700 000 sont actuellement syndiqués.

En 1984 toujours, le capitalisme sud-africain bat de l'aile, l'once d'or est tombée à 390 dollars contre 800 aux plus beaux jours de la spéculation financière internationale; le déficit budgétaire impose une hausse de 7 à 10 % des impôts indirects et également une hausse des impôts directs. L'inflation atteint 13 % et le désinvestissement du capital international se poursuit (de 42 % de la capitalisation boursière qu'ils avaient en 1979, les opérateurs non sud-africains n'en détiennent plus que 31,8 % en juin 83) (8).

Les manifestations de février-mars de cette année, fortement marquées de leur nature prolétarienne, sont donc l'aboutissement de toute une trajectoire du capitalisme sud-africain dépassé par les conséquences des structures particulières d'exploitation des masses de couleur qu'il a lui-même mis en place et prisonnier de contradictions dont il ne peut sortir.

LES CONTRADICTIONS CAPITALISTES FONT MURIR LA LUTTE DE CLASSE

Tant que l'outil principal pour le capitalisme était directement le bras de l'ouvrier, la productivité se mesurait de manière simple en force musculaire et en vigueur physique. L'ouvrier fatigué ou prématurément vieilli était définitivement rejeté du circuit de production. Mais la concentration capitaliste sous l'aiguillon de la concurrence a placé entre la main de l'ouvrier et la matière à transformer un outil toujours plus complexe et augmentant démesurément la productivité du travail. L'Afrique du Sud qui a toujours pu compter sur un réservoir inépuisable de force de travail à des prix imbattables, n'a jamais eu un besoin réel d'augmenter la part du capital constant (les machines) par rapport au capital variable (les salaires). Socialement et politiquement d'ailleurs elle ne pouvait même pas l'envisager puisque le pouvoir d'Etat reposait sur la corruption de la classe ouvrière blanche, donc sur la prolétarianisation générale des populations noires et la formation à partir de là d'une vaste réserve de force de travail. L'imposition du "travail migrant", de la "barrière de couleur", l'obstruction systématique des petits blancs à l'amélioration des conditions de vie des ouvriers noirs (9) ont contribué à maintenir un appareil de production complètement archaïque, à paralyser les efforts

de modernisation et de restructuration et à faire du capitalisme sud-africain sur le marché des produits manufacturés un bien piètre concurrent. La productivité moyenne d'un ouvrier est donc seulement 30 % de celle d'un ouvrier britannique, qui lui-même vient en queue des pays de l'OCDE dans ce domaine ! Lorsque nos très démocratiques impérialismes s'offusquent de l'apartheid, c'est d'abord à la possibilité de faire tomber quelques barrières qui entravent leur course au profit qu'ils pensent. A tel point d'ailleurs que les firmes multinationales organisent elles-mêmes le transfert illégal d'ouvriers des bantoustans pour leurs propres besoins.

Pour faire face à cette contradiction due à l'instabilité de la main d'oeuvre migrante (10) et pour fixer les masses noires dans leurs ghettos "nationaux", la bourgeoisie a choisi de créer des industries en limite des bantoustans, les "borders industries". En 1971, au Transkei, sur 7 travailleurs actifs, 6 travaillaient à l'extérieur et 1 dans le bantoustan même, mais les 50 % de ces travailleurs restant sont employés à faire tourner la machine administrative (postes, chemins

Pions de l'impérialisme

Les attermoissements de l'impérialisme sur l'apartheid en Afrique du Sud font partie de l'arsenal du cynisme bourgeois, cela n'est plus à démontrer. Aujourd'hui alors que les prolétaires noirs descendent en masse dans la rue, l'impérialisme s'agit dans tous les sens, charte des Droits de l'Homme à la main, pour faire cesser les émeutes des townships. Mais au cours des décennies passées alors que les masses noires étaient totalement écrasées par le régime de

la terreur de Prétoria, l'impérialisme a eu le temps de profiter de la situation pour exporter ses capitaux dans ce pays de merveille pour l'extorsion de la plus-value aux prolétaires.

Les intérêts français en Afrique du Sud ne sont pas négligeables en témoigne le tableau des entreprises françaises y ayant des succursales (liste de 1984) et dans lequel ne figurent pas toutes les entreprises d'armements travaillant sous licence française.

BANQUES

D'Indochine et de Suez
Banque française du commerce extérieur
Worms
Barclays national bank (département français)
Crédit commercial de France
Crédit lyonnais
Société générale

CHIMIE

Compagnie française des pétroles (Total)
L'air liquide
Sofitom (traitement des ordures ménagères)
Lutèce services
Rhône Poulenc (Maybaker South Africa)
Roussel
Servier
Bic
Fransaf
Allibert
Michelin
Paulstra
Jarey
Francequipe

CONSTRUCTION ELECTRIQUE ET ELECTRONIQUE

Alstom Atlantique
Compagnie électro-mécanique
CGEE Alstom
Compagnie générale de radiologie
ECS (société de représentation)
Carbone lorraine
Thermatome
Merlin Gents (dont Allied Electric et Optelec)
CGE Alstom
Saft
La Télématique électrique
Jelimon Schneider

INGENIERIE

Five Cail Babcock
Freyssinet international
Simécol - SHP
Coyne et Bellier - Sogreah
Framatec
Framatome
CDF ingénierie
Citroën ingénierie
Degremont

MECANIQUE

Verlindé
Régie nationale des usines Renault
Peugeot
Office français d'export de matériel aéronautique (OFEMA)
Delas - Weir
ESAB

Le CRES
Creusot Loire
Bourdon
Stein industrie

MINES ET CARRIERES

CFP (Total) Exploitation
Fives Cail Babcock - Titaco Projects
Charbonnage de France international

PARFUMS ET COSMETIQUES

L'Oreal de Paris
Lancôme
Guerlain

TEXTILES

Compagnie d'importation de laine SA
A. Dewavrin fils et Cie
Masurel
Pierre et Jean Tiberghien
Prouvost Lefebvre
Antoine Segard et Cie
Dollfus Mieg et Cie
Salmon et Cie
Textunion - Salmon

TRANSPORTS

Air France
Union des transports aériens (UTA)
Navale et commerciale havraise péninsulaire
Etablissement Ata-Walon-Atic
Avions M. Dassault - Breguet Aviation
Transports Danzas
CAT
Somatrans
A & G. Valcke et Cie
Compagnie générale maritime
Compagnie maritime des chargeurs réunis

TRAVAUX PUBLICS - CONSTRUCTION

Comiat
Frol Contractors
Southern Contractors
Sambro
Lafarge fondue internationale
Etablissements G. Leroy

SERVICES

Africa Union - H. Jaboulay - Specialised Air Services
Inter Afrique Consulting Services
Fransa - Sapsco - Inserco - Introso
French Bank of Southern Africa
Caluma
Universal techniques et supplies
Special Engineering Services
Association technique de l'implantation charbonnière
Louis Dreyfus
Agence France Presse
Tourisme promotion
Club Méditerranée
Assurances générales de France
Roger Duponcel - Geninco
Le Blanc et De Nicolay
Filclair (fabricant de serres)
Compagnie générale des voitures de Lyon
Technal France
KIS (machine à fabriquer les clés)
SEGM (société pour l'exportation des grandes marques)
Bureau Veritas
Promosalons (Société des salons spécialisés français)

AFRIQUE DU SUD : POUDRIERE DU CONTINENT NOIR

(Suite de la page 7)

de fer, etc.). Quant aux ouvriers blancs, leur réaction aux industries bordurières est particulièrement hostile dans la mesure où il s'agit de places de travail qualifiées qui leur échappent et qui sont rétribuées au tarif "noir" ! L'échec est total et le capital, limité dans son expansion sur le marché extérieur par sa faible productivité, se retrouve face à un marché intérieur terriblement étroit et incapable d'absorber ses marchandises.

D'autre part le système du travail migrant implique l'entretien d'une bureaucratie de contrôle coûteuse qui alourdit d'autant l'appareil d'Etat (11).

Mais ce qui du point de vue social inquiète le plus la bourgeoisie sud-africaine et l'impérialisme c'est que le système de l'apartheid, de la barrière de couleur, du pass et de la concentration des populations sur un territoire limité, s'il leur permet d'exercer plus facilement un contrôle militaire et policier des masses noires, a par contre banalisé et identifié tous les noirs à une seule, unique et identique condition sociale. De cette uniformité sociale naît aussi l'unité et le front dans les luttes. Il n'y a par exemple que 5 % de la population noire urbanisée appartenant aux classes moyennes de commerçants, fonctionnaires, avocats ou religieux. C'est donc sur ce terrain que la bourgeoisie éclairée, celle de l'Anglo-American ou de l'Anglo-Vaal, compte agir, quitte à rompre une partie du pacte social qui la lie avec la classe ouvrière blanche. Les faits sont d'ailleurs déjà en avance par rapport aux actes politiques, les prolétaires blancs représentaient en 1979, 56 % des contremaîtres, mais les 44 % restants étaient de couleur. Quant aux noirs, s'ils sont prolétaires à 96 %, 27 % d'entre eux ont une fonction équivalente à celle de contremaître. Pour la bourgeoisie blanche il s'agit donc, tout en gardant l'essentiel des acquis, de rattraper le temps perdu en oeuvrant à la création de classes intermédiaires de couleur, de catégories ouvrières noires bien distinctes, etc. C'est dans cet esprit de stabilisation des rapports sociaux que l'on doit comprendre aussi la reconnaissance des organisations syndicales noires. "Rechercher un interlocuteur" voilà en trois mots le fin de la politique blanche sud-africaine qui à cet effort de partition et divisions sociales des masses noires, combine une action musclée pour se débarrasser littéralement des populations noires en les déplaçant dans les bantoustans ou, comme en 1982, en proposant de céder au Swaziland un territoire d'une population d'un million de personnes. Ce n'est pas par hasard que l'impérialisme a accordé le prix Nobel de la Paix à Desmond Tutu, c'est qu'il correspond exactement à cette catégorie bourgeoise jouissant de la confiance de ses coethniques, disposant d'un appareil puissant, l'Eglise, pour contrôler les masses, possédant une influence réelle sur les partis politiques et organisations de couleur, prônant la non-violence, et qu'il désire servir de courroie de transmission pour faire valoir ses intérêts, ceux de l'ordre et de la paix sociale. Le dialogue de Tutu et de Pík Botha à la télévision en mars 1985 est un signe du rôle que l'Eglise, comme en Pologne, est en train de jouer.

Pour les prolétaires noirs, métis et indiens les problèmes de la lutte de classe sont complexes, même si leurs luttes ont généralement pour fondement l'amélioration de leurs conditions matérielles de vie, elles se heurtent chaque fois au problème politique de l'apartheid, aggravé d'un facteur national non négligeable surtout pour la majorité de la population noire parquée dans les bantoustans où dans les protectorats ainsi que pour les masses laborieuses de Namibie écrasées par le bras armé sud-africain. Mais piégé par les contradictions dans lesquelles il s'est enfoncé, acculé par la crise du capitalisme mondial, l'Etat-négrier ne peut plus contourner les difficultés. La classe ouvrière de couleur et principalement le prolétariat noir doit rester à l'avant-garde des luttes, c'est elle qui mettra fin au règne du racisme. Pour cela se pose le problème du parti de classe qui peut définir les perspectives de lutte sans tomber dans l'exclusivisme national ou ethnique, ou dans l'impasse démocratique, mais en entraînant les prolétaires vers leur propre révolution.

1) D'autres sources font état d'une dépendance américaine à raison de 61 % pour le cobalt, 55 % pour le chrome, 49 % pour le platine, 44 % pour le vanadium et 39 % pour le manganèse. Une rupture de ses approvisionnements aurait des répercussions sur 3 millions d'emplois (selon Robert Wilson, directeur des ressources stratégiques du ministère du commerce).

2) Ces projets sont financés à 50 % par des banques occidentales, soit environ 3 milliards de rands.

3) La France fournit des pièces détachées en ce qui concernent les contrats établis avant l'embargo.

4) En 1972 il y a 700 000 mineurs noirs, dont 78 % sont extérieurs (21 % du Mozambique, 25 % des protectorats, 22 % du Malawi).

5) Il s'agit de la grève des ouvriers de Katarura (vers Windhoek) pour l'amélioration de leurs conditions de travail et la révision de leurs contrats qui est la première grande manifestation de lutte après les répressions de 1960.

6) Tête de file de l'Anglo-American.

7) Harry Oppenheimer déclarait en 1974 : "nous employons cent quarante mille noirs et dix mille blancs dans nos mines, qui produisent 40 % de l'or sud-africain. De janvier 1973 à janvier 1974, les salaires de nos ouvriers africains ont été augmentés de 60 % et ceux des mineurs blancs de 30 %. Puis nous sommes passés outre à certaines limitations imposées par la Job Reservation Act pour permettre un plus large accès des noirs aux emplois qualifiés. 95 % de nos mineurs noirs viennent du Lesotho, du Malawi, du Mozambique, du Botswana ou des bantoustans du Ciskei et du Transkei. Les noirs sud-africains estiment être mieux payés dans d'autres secteurs d'activité où le travail est moins dur, et ils ont tendance à désertir la mine".

8) Le mouvement de désinvestissement se poursuivra pour aboutir à un point critique qui obligera l'Etat à fermer le marché des changes en août 1985 et à suspendre les transactions boursières. De 1984 à 1985 le Rand a chuté de 40 %.

9) Voici ce que pense un notable syndical blanc, Grobler, digne représentant de l'aristocratie ouvrière la plus corrompue, secrétaire général de la Confédération des travailleurs sud-africains (SALC) : "le Job Reservation Act protège le travailleur blanc contre la concurrence du travailleur noir. Lorsque existent dans un pays des communautés dont le niveau est différent, ceux qui se situent au bas de l'échelle sociale représentent un danger pour ceux qui se situent au-dessus d'eux. D'ailleurs à la limite, ce texte protège le métis, l'indien et le noir contre le blanc. Dans l'industrie métallurgique, le Job Reservation Act fixe 13 niveaux de salaires. Il y a peu de temps encore, 9 étaient réservés aux blancs et 4 aux noirs. Aujourd'hui cette proportion est inversée parce que le nombre de travailleurs blancs est devenu très insuffisant, mais il faut comprendre qu'à l'heure actuelle le blanc n'est pas encore prêt à accepter le noir comme un partenaire égal dans le monde du travail".

10) Un ouvrier noir prenant sa retraite en 1953 avait effectué en moyenne 34 emplois différents d'une durée moyenne de 47 semaines !

11) En 1982, il y a eu 206 000 arrestations pour effraction à la loi du "pass".

IMPRIMERIE

IMPRES
30, rue de Lingolsheim
67810 Holtzheim
Distribué par les NMPP
n° d'inscription à la commission
paritaire de presse : 52926.

ADRESSE UNIQUE (France)

VALENTINI
7, avenue de la Forêt-Noire
67000 STRASBOURG.

CORRESPONDANCE POUR LA
SUISSE :
Editions programme
12, rue du Pont
1003 LAUSANNE



Ils protègent les intérêts de l'impérialisme !

EN DEFENSE DU PROGRAMME COMMUNISTE

Le texte dont nous publions ici de larges extraits a été écrit par nos camarades de "Il Comunista" dans le cadre de leur rubrique "matériaux pour un bilan politique de notre crise interne". Quoiqu'il se réfère surtout à des péripéties de la bataille politique qui s'est déroulée et qui se déroule en Italie, nous pensons que sa portée dépasse le cadre italien. Il traite d'un aspect important qui est l'attitude des communistes par rapport aux problèmes politiques et pratiques qui surgissent au cours d'une lutte politique interne et il indique la nécessité pour les communistes d'une cohérence non abstraite entre leurs orientations générales et leur comportement pratique, ce qui est la seule façon de ne pas détruire la continuité organisationnelle et politique du parti.

Les effets de la crise qui a disloqué notre parti et détruit son réseau international ont conduit à des positions politiques divergentes et ont entraîné une désorientation générale, mais ils ont fait surgir chez certains des attitudes et

des visions dignes du monde bourgeois. Ces aspects, si répugnants soient-ils, doivent être analysés ouvertement et de façon matérialiste pour qu'il soit possible de tirer toutes les leçons de notre histoire réelle.

DEFENDRE LE PATRIMOINE POLITIQUE ET MATERIEL DU PARTI EST UNE QUESTION POLITIQUE

Ce dont nous voulons plus particulièrement parler est l'utilisation des "moyens légaux", de la justice bourgeoise, pour répondre à des questions politiques apparues entre des groupes qui faisaient auparavant partie du même parti. Mais pour comprendre mieux comment sont apparus, y compris chez nous, des faits de ce type, il est nécessaire d'avoir une vue d'ensemble de la situation qui s'est créée à l'intérieur de l'organisation et des problèmes qui ont conduit des groupes de camarades à se heurter en dehors du terrain de la lutte politique telle que l'ont toujours comprise les communistes révolutionnaires.

C'est en effet pour les communistes une question politique que la position et l'attitude du parti par rapport à un événement social donné, mais aussi la défense d'un certain "patrimoine" idéologique et matériel accumulé par des années d'activité de parti. Ce "patrimoine" constitué par un journal, par des textes écrits, par une caisse, et par tous les moyens nécessaires à l'activité et à la propagande est le résultat d'un travail collectif de générations de militants communistes. Pour un parti comme le nôtre, ce patrimoine n'a jamais été considéré comme la "propriété" de quiconque, et encore moins de ceux qui - pour des raisons exclusivement pratiques dues aux obligations de la législation bourgeoise - en sont formellement les "propriétaires" ou "responsables".

Il est arrivé pourtant que notre histoire de parti connaisse des cas où des groupes de camarades utilisent les moyens légaux non pour se défendre des coups de l'ennemi de classe, mais pour "défendre une propriété privée". Descendre sur ce terrain ne peut pas être considéré seulement comme un incident de parcours ou une erreur d'analyse. C'est au contraire un acte qui par sa seule force - au-delà des intentions avec lequel il est entrepris - place celui qui le commet en dehors de la lutte politique communiste, précisément parce qu'il substitue à la lutte politique contre la société bourgeoise et les classes qui la soutiennent, le recours à la justice bourgeoise appelée à décider en tant que telle laquelle des 2 parties en présence a le plus de "droit" à représenter

SITUATION ORGANISATIVE ET SCISSION, UN AN APRES LA CRISE DE 1982.

"Programma Comunista" était tombé sous la gestion d'une nouvelle direction politique appelée "comité central" en effet créé dans la situation de grande incertitude qui prévalait encore parmi les camarades italiens et fondée pratiquement sur un subtil ultimatum : c'était cela ou la désintégration du parti. Et "cela" c'était l'élimination instantanée de la structure centrale et centralisée de l'organisation, au profit d'une structure horizontale et démocratique qui assumait la responsabilité "provisoire" quoique basée sur la mise de côté des bases théoriques, politiques et tactiques du parti, qui liait la destinée de l'organisation aux expériences directes dont pouvaient se prévaloir les militants, et qui faisait dépendre exclusivement de ces expériences "personnelles", de leur valeur supposée ou réelle, la possibilité de "prendre des décisions valables pour tous".

Ce "chantage" frappa à l'improviste la plupart des camarades italiens et étrangers présents à la réunion où s'accomplit l'opération, et la peur de la désintégration complète ouvrit la voie à une débâcle sur toute la ligne. Il n'est certainement pas secondaire que cette attaque fût conduite par les représentants des sections qui passaient, à tort ou à raison peu importe, pour les sections

et à développer la lutte politique communiste contre cette société bourgeoise et à utiliser les moyens matériels disponibles pour la développer.

Octobre 1983 avait vu le déclenchement d'une scission dans ce qui était encore la section italienne du PCInternational (Programma Comunista). Cette scission était provoquée en particulier par le fait qu'une partie importante des camarades (dirigeants et simples militants) avaient pris la responsabilité de remettre en discussion d'un coup les bases programmatiques et organisationnelles du parti, au-delà de tout lien politique et organisationnel qui l'avait caractérisé depuis plus de 30 ans, et cela de façon tout à fait autonome par rapport aux autres sections "nationales" du parti, même peu nombreuses en raison de la crise interne mais encore actives et travaillant à reconstituer le réseau international du parti.

Face à cette "initiative" particulière, certains camarades avec un long passé militant, se révoltèrent et tentèrent de s'opposer à ce "nouveau cours". Certains de ces vieux militants se séparèrent de l'organisation mais malheureusement sans réussir à conduire une bataille politique interne car ils estimaient que le désastre du "nouveau cours" était tel que la chose la plus importante à faire était de s'en séparer au plus vite et de s'organiser séparément.

Isolés, ils décidèrent de reprendre le titre du journal "Programma Comunista" qui avait représenté depuis plus de 30 ans une ligne bien précise et une tradition politique strictement liée à la bataille historique de la Gauche Communiste, à la restauration théorique du marxisme révolutionnaire face au stalinisme, à la formation d'un réseau internationaliste et international de parti. Ils voulaient ainsi se réorganiser autour du journal une fois celui-ci entièrement hors des mains de ceux qu'ils pensaient désormais perdus pour avoir remis en discussion les bases mêmes du parti. Leur objectif fut donc simplement de reprendre le titre du journal et comme ils avaient abandonné le terrain de la lutte politique interne, il ne leur restait plus que la voie de l'action légale, étant donné qu'ils pouvaient prétendre à des droits de "propriété formelle".

locales les plus "avancées" et les plus "liées au mouvement", sections qui, d'autre part, avaient résisté en octobre 1982 en défendant le parti à travers la défense de leur propre activité et de leurs propres acquisitions.

On déboucha ainsi, dans un premier temps, sur une volonté ambiguë d'approfondir au maximum la "discussion", et donc la lutte politique interne, en déclarant que le but était d'arriver à une "homogénéité politique" et une clarification réelles et à la vérification de la capacité à reprendre le chemin pour la reconstitution du PCInternational en dépassant la crise liquidationniste. Beaucoup de camarades étaient en effet convaincus que la nouvelle structure organisationnelle représentée par le comité central (CC) constitué de "représentants" des sections locales serait plus capable de mener efficacement le travail de vérification politique interne et qu'on pourrait donc arriver à un résultat final non contaminé par des formes bureaucratiques et de "délégation" qui, toujours d'après eux, avait caractérisé la structure centrale précédente. Ils rejetaient ainsi tout simplement la conception fondamentale de l'organisation du parti, la conception pyramidale qui voit le parti organisé par en haut, par un centre dirigeant qui

n'est pas "élu", mais qui se sélectionne à travers un long travail collectif et auquel on se discipline, non par devoir, mais parce qu'on y reconnaît la continuité de l'activité du parti.

L'ambiguïté de la situation était aussi alimentée par le fait que pas un seul mot n'était publiquement dit pour expliquer le nouveau cours organisationnel, comme si pour les communistes les questions organisationnelles n'étaient pas avant tout des questions politiques, inséparables donc du corps de thèses et de positions qui caractérisaient et distinguaient le parti.

Dans aucun article, et moins encore dans celui qui peut être considéré comme le document de fondation du groupe "Combat" (1) on a senti le besoin politique d'éclaircir pourquoi et comment la structure existante auparavant avait été éliminée et remplacée par une autre tout à fait opposée. A l'extérieur continuait à apparaître une certaine forme-parti : le journal a continué de juin 83 à janvier 84 à apparaître avec le même titre "Programma", avec le même "ce qui nous distingue", avec la même caractérisation "organe du PCInternational", laissant croire à l'extérieur que les bases organisationnelles du parti étaient les mêmes et qu'on voulait les défendre et les reconquérir après la secousse de la crise interne subie internationalement.

En réalité on procédait de l'intérieur à l'abandon complet de tout le contenu constitué par le patrimoine théorique, politique, tactique, organisationnel et de tradition militante du parti; mais de façon cachée en empêchant non seulement une clarification interne mais aussi la contribution de la part des lecteurs du journal, lecteurs auxquels on envoyait à pleines mains des arguments négatifs sur les 30 ans de vie du parti, mais

auxquels on se gardait bien de fournir des arguments de critique du nouveau cours. Méthode chère au stalinisme, et les camarades qui ont connu pendant leur vie militante les méthodes du stalinisme ne pouvaient pas ne pas s'insurger.

On a ainsi exploité, à des fins de liquidation du parti lui-même, la "force d'inertie" que l'activité du parti avait accumulé durant les années, son aire d'influence, son prestige politique, la reconnaissance y compris pratique de sa cohérence théorique et pratique, ses acquisitions d'expériences.

Ce processus liquidateur s'est déroulé en absence de manœuvre diabolique mais le fait est qu'il a été beaucoup plus insidieux et destructeur que celui d'octobre 82; les liquidateurs avaient alors crié leur hostilité au parti de façon non équivoque. La seconde fois au contraire, la liquidation se développa en se mystifiant elle-même à l'intérieur et à l'extérieur du parti.

Les réponses politiques aux interrogations que la crise interne avait fait surgir faisaient complètement défaut; à la place on proposait aux camarades des actions spécifiques, détachées les unes des autres, décidées au coup par coup et selon le degré d'accord technique et politique atteint au sein du CC; actions qui ne répondaient pas à l'obligation de cohérence et donc de concordance avec des lignes générales claires et acceptées par tous, mais qui étaient au contraire entièrement libres et déliées de tout programme politique. Le fait de se réclamer, au tout début, et de façon très tenue, du programme historique et des thèses de principe de la Gauche, répondait non à une conviction profonde, mais à une couverture formelle sous laquelle le "processus de liquidation" avançait avec le minimum de heurts et de contradictions internes possibles.

LA CAMPAGNE CONTRE LE RECOURS A LA JUSTICE BOURGEOISE POUR LA "PROPRIETE" DU JOURNAL

Les derniers numéros de 1983 de "Programma Comunista" furent abondamment utilisés pour une campagne tendant à discréditer publiquement le groupe de camarades qui, pour rentrer en possession du titre du journal, avaient engagé une action sur le terrain légal.

Nous avons toujours été nettement opposés à cette utilisation des moyens légaux, mais nous sommes également opposés à la façon avec laquelle le groupe "Combat" répondit à cette initiative légale. En plus du poids politique négatif contenu dans une action judiciaire, une telle initiative a de fait homogénéisé des camarades qui auraient été sensibles à une bataille politique effective et qui

n'avaient pas pleinement adhéré au "nouveau cours"; elle a en outre offert une occasion en or aux nouveaux liquidateurs pour déverser sur les "Programmatistes" une nouvelle bordée d'accusations d'attentisme, d'indifférentisme, d'incapacité congénitale politique, de personnelisme, et pour faire valoir à l'intérieur et à l'extérieur de l'organisation que le véritable obstacle au développement du parti était ... Programma.

Avant d'aller plus loin, nous voulons fixer des points caractéristiques et permanents de l'attitude des communistes révolutionnaires sur ce type de problèmes :

(Suite en page 10)

DEFENSE DE LA CONTINUITÉ DU PROGRAMME COMMUNISTE

Ce volume de 224 pages constitue un recueil des thèses fondamentales de notre courant publiées de 1920 à nos jours, précédées d'amples introductions les situant dans leur contexte historique.

SOMMAIRE :

- Thèses de la fraction communiste abstentionniste du Parti Socialiste Italien (mai 1920).
- Thèses sur la tactique du Parti Communiste d'Italie (Thèses de Rome, 1922).
- La tactique de l'Internationale Communiste. Projet de thèses présenté par le PC d'Italie au IV^e Congrès mondial (Moscou 1922).
- Projet de thèses présenté par la Gauche au III^e Congrès du PC d'Italie (Lyon, 1926).
- Nature, fonction et tactique du parti révolutionnaire de la classe ouvrière (1945).
- Thèses caractéristiques du parti (1951).
- Considérations sur l'activité organique du parti quand la situation générale est historiquement défavorable (1965).
- Thèses sur la tâche historique, l'action et la structure du parti communiste mondial, selon les positions qui constituent depuis plus d'un demi-siècle le patrimoine historique de la gauche communiste (1965).
- Thèses supplémentaires sur la tâche historique, l'action et la structure du parti communiste mondial (1966).

COMMANDE AU JOURNAL AU PRIX DE 30FF, 15FS, 220FB.

SOUSCRIPTION POUR LA PRESSE

Pour mener notre combat politique contre la société bourgeoise nous devons faire un effort de propagande pour la défense du communisme, de ses principes théoriques comme de ses normes tactiques. Pour mener à bien cette tâche nous sommes fixés comme but de faire reparaitre la revue "Programme Communiste" dont la publication avait été interrompue en 1982 après la crise interne. Le travail rédactionnel pour la revue nouvelle série est largement engagé, mais ce travail ne dépend pas que de la mobilisation d'énergie militante, sa publication exige un effort financier accru. Par ailleurs nous sommes en mesure de republier un des textes classiques de notre patrimoine politique, "Dialogue avec Staline", écrit en 1952. Ce texte fondamental démontre l'usurpation du stalinisme qui au nom du socialisme construit en fait un Etat plus que bourgeois.

Toi qui lis notre presse et partage les mêmes certitudes que nous, tu peux participer à notre effort pour renforcer notre propagande en souscrivant pour la revue "Programme Communiste" et "Dialogue avec Staline".

Souscription par chèque bancaire ou chèque postal à l'ordre de :
VALENTINI 7, avenue de la Forêt-Noire 67000 STRASBOURG

EN DEFENSE DU PROGRAMME COMMUNISTE

(Suite de la page 9)

1) Les communistes révolutionnaires règlent les divergences politiques entre eux au travers de la méthode de la critique et de la lutte politique, y compris âpre, mais fraternelle parce qu'ils reconnaissent être du même côté de la barricade,

2) les communistes révolutionnaires règlent les divergences sur la question de la possession matérielle des moyens de propagande et d'activité politique selon les rapports de force produits dans la lutte politique interne et externe du parti,

3) mais en aucun cas et en aucune manière, les communistes révolutionnaires confient au code et aux tribunaux bourgeois la solution des divergences politiques et pratiques liés à leur activité,

4) les communistes révolutionnaires utilisent la légalité bourgeoise dans leur activité de propagande et d'intervention pratique pour pouvoir lui donner la plus ample résonance dans les rangs prolétariens et dans la société, sans en faire dépendre leurs buts propres, leurs méthodes de lutte propres, leur organisation propre envers une légalité que la classe dominante elle-même ne se sent tenue de respecter en aucune manière,

5) les communistes révolutionnaires utilisent non par principe, mais par opportunité politique et pratique, les moyens de défense légale quand ils sont frappés par la classe ennemie pour des "délits" d'opinion, de presse, d'organisation, de participation à des actions de lutte prolétarienne sur les plans syndicaux, sociaux et politiques, "délits" que la législation bourgeoise prévoit de façon détaillée dans ses codes. L'utilisation des moyens légaux est donc entendue exclusivement en termes de **défense** contre les coups de l'adversaire de classe et non en termes d'attaque contre les adversaires politiques vrais ou supposés.

Cette position a toujours été la nôtre et c'est dans cette optique que s'inscrit le bref entrefilet apparu dans le n°1 de "Programma" en octobre 52 avec lequel on avait pris position pour toujours, dans ce cas, face au groupe "Battaglia Comunista" (2) qui s'était appuyé sur des articles du code bourgeois pour convertir le titre du journal. Avec cette scission naquit le parti auquel nous nous référons et dans lequel nous nous reconnaissons entièrement, même dans ce qui pouvait être considéré à l'époque comme des péripéties, mais qui se révélèrent **essentielles et décisives**.

Cet entrefilet disait : " Nous précisons aux lecteurs que le changement pré-annoncé dans le titre du journal, qui de Battaglia Comunista devient Programma Comunista, n'est pas dû à notre initiative, ni à des actions judiciaires dont il ne nous intéresse jamais d'indiquer la provenance. Il s'est agi de faire valoir contre le parti, contre sa continuité idéologique et organisationnelle et contre son journal, et bien entendu après s'en être emparé, une fictive propriété commerciale existant seulement dans la formule bureaucratique qu'impose la loi; nous ne nous prêtons pas à des contestations et des contradictions entre des personnes; nous subissons sans aller sur le terrain de la justice constituée les impositions exécutives.

"Ceux qui s'en sont servis ne pourront plus revenir sur le terrain du parti révolutionnaire inutile donc de citer leurs noms ou leurs agissements, aujourd'hui et demain.

"Le journal continuera à se placer sur la ligne qui l'a toujours défini et qui constitue ses titres, non de "propriété", mais de continuité programmatique et politique, conformément aux textes fondamentaux du mouvement, à la plate-forme et au programme de la Gauche, aux thèses de la Gauche, à la série des "Fils du temps" et aux autres publications".

Le fait que ces mots aient été repris dans la polémique contre des camarades qui ont agi sur le terrain de la justice constituée pour s'approprier le titre "Programma Comunista" ne doit pas induire en erreur, parce qu'en réalité ils ont été noyés dans une campagne de dénégations qui n'avait rien de politique.

Il suffit de revenir sur les numéros du journal et sur les faits qui se sont déroulés en une succession plutôt rapide. Dans la dénonciation de la menace de l'action légale et de l'action légale elle-même, il n'y avait rien de fraternel; pas la moindre tentative de convaincre ces camarades d'accepter le terrain de la lutte politique comme le **seul terrain** sur lequel on doit résoudre y compris le problème de la possession du titre. Au contraire il semble qu'on n'attendait rien d'autre que le fait que "l'adversaire" fasse un faux pas pour lui sauter dessus, pour le dénoncer publiquement. Mais le pire et le plus dégoûtant est, qu'à peine l'action légale conclue, le CC n'a rien trouvé de mieux que de déclarer publiquement qu'il ne s'en serait jamais servi et qu'il voulait s'en défaire.

La campagne de dénonciation de ceux qui veulent "renouer le fil rouge avec le papier d'huissier", était donc en réalité une campagne de dénigrement, de basse manoeuvre politique personnelle contre des camarades accusés d'avoir entraîné le parti à sa perte par leur "mécanisme".

Il est sûr que l'explosion du parti et la désorientation qui a atteint tous les camarades, des simples militants aux dirigeants, a eu des effets divers : repliements personnels, réactions moralistes, tentatives de récupérations politiques sur le terrain du parti, immersion "dans le mouvement", constitution de groupes plus ou moins organisés sur des bases opposées à celles d'origine.

Mais ce qui a provoqué en particulier le fait qu'un groupe de camarades délègue à la justice bourgeoise la solution de divergences politiques est sans aucun doute la **perte de la boussole théorique et l'absence d'une réelle lutte politique interne**, faiblesse qui a atteint de façon différente et à un degré différent, tous les protagonistes. Cette faiblesse a permis la prise de positions essentiellement émotives et moralistes avec l'effet inévitable d'abandonner complètement l'attitude correcte, sur les plans politique et pratique, dans la lutte politique interne.

En effet, au-delà des résultats positifs éventuellement atteints, la direction du parti aurait dû se mettre en condition d'offrir à tous les camarades, dissidents compris, un terrain de confrontation politique réelle, d'où il aurait été possible de sortir avec des décisions politiques et pratiques claires pour tous, surtout après la traumatisante expérience de la scission d'octobre 82. La direction aurait dû prendre toute la responsabilité politique et organisationnelle de la scission qui mûrissait, offrant à elle-même et au groupe de militants qui auraient adhéré à son programme politique une base et une perspective politiquement claires. De ce point de vue la question du titre du journal se serait clarifiée, car "Programma Comunista" était un journal qui, au-delà de la volonté d'individus ou de groupes représentait une continuité programmatique et politique dans l'histoire du parti avec laquelle devaient être fait les comptes. Mais la nouvelle direction ne savait que faire, n'avait pas de programme politique à offrir aux camarades, n'avait absolument pas le désir d'assumer toutes ses responsabilités qui découlaient du fait même de s'être imposée comme alternative au centre précédent. Elle était poussée essentiellement par une opposition viscérale à tout ce qui représentait le passé du parti. Elle aurait dû au moins avoir la correction politique de déclarer dès le début que le titre du journal ne correspondait plus au "nouveau cours" et qu'il allait être modifié.

Elle a eu au contraire le front de le dire "après", sur le journal même, dans le dernier numéro que le jugement du tribunal lui permettait encore de faire sortir, avec cet esprit de revanche qui pousse le boutiquier à rouler le client en lui refilant de la marchandise avariée.

Mais cette déclaration a posteriori est la démonstration que la direction ne pouvait avoir cette correction, prise qu'elle était dans une combinaison de moralisme et d'arrogance activiste. C'est l'indice d'une attitude absolument opposée à l'attitude communiste.

considéré comme une possession privée, une propriété commerciale, mais comme un organe de parti et l'expression d'un patrimoine politique collectif. Les "Combattistes" avaient critiqué le recours à l'action légale, dans le n° 9 (1/11/83) de "Programma Comunista": "étrange alliance qui serait celle de véritables marxistes et des tribunaux bourgeois pour déterminer qui a le droit de représenter la continuité du "fil rouge" communiste. "Etrange et en vérité difficilement concevable car, comme il est logique, à la différence de la presse bourgeoise, "notre propriété" a toujours été une formalité. Toutefois, pour improbable que soit une étrange hypothèse de ce genre, nous avons le devoir de faire savoir aux lecteurs que "Programma Comunista" continuera à se battre pour l'abolition de la propriété privée et, en conséquence, à sortir, dans tous les cas, comme organe de l'actuelle organisation (du PCInternational - NDR) en continuant à exprimer les positions et le débat interne".

Il est vrai que le journal est l'organe du parti, qui dans notre tradition, revendique l'anonymat, c'est-à-dire répudie la propriété intellectuelle et les "droits d'auteur". Le journal et toutes les publications de parti représentent un patrimoine politique collectif et la continuité idéologique et organisationnelle

du parti, continuité qui ne peut être marchandée : ou on l'accepte complètement ou elle disparaît. Le journal et toutes les publications du parti sont soutenues et diffusées non à des fins commerciales, mais de propagande et de prosélytisme, et envers eux s'instaure non un rapport de "propriété" mais de **dépendance**, c'est-à-dire un lien que seuls les communistes peuvent ressentir non comme une chaîne mais comme un **point de force** pour leur activité quotidienne, un lien dépendant du fait qu'on s'y reconnaît complètement et qu'on le défend tenacement dans ses contenus; ce n'est que dans ce sens que ces contenus deviennent **nôtres**. Les publications de parti, comme tout autre de ses moyens matériels doivent donc être dans cette optique être défendus et non seulement sur le plan de la critique politique mais aussi sur les plans pratique et matériel. Mais si ce lien tombe, cela signifie qu'on ne se reconnaît plus dans leur contenu (...).

Ce sont les convictions politiques profondes, ouvertement déclarées, et la lutte politique développée pour les réaliser qui sont à la base d'une défense politique de ce qui est considéré comme patrimoine de parti. Toute autre façon d'avancer des "droits" sur celui-ci est complètement étranger et opposé à la position politique communiste correcte.

COMBAT, DE PALADIN DE "L'ABOLITION DE LA PROPRIETE PRIVEE" A PALADIN DE L'ABOLITION DU PARTI.

Dans le n° 10 de "Programma Comunista" annonçant le changement de titre, le CC hausse le tir contre ce qui est appelé "le communisme en paroles" et se lance dans une défense du programme communiste comme "contenu". On se revendique ainsi comme les véritables héritiers et continuateurs du journal "Programma Comunista" parce que les seuls à essayer "de donner des réponses aux phénomènes sociaux à la lumière de la théorie marxiste et sur la base de toute la trajectoire accomplie jusqu'ici par l'organisation".

Mais il est bizarrement nié avoir remis en discussion, dans des articles parus dans ces mêmes numéros du journal et dans des pratiques organisationnelles bien précises, précisément les bases de "toute la trajectoire accomplie jusqu'ici par l'organisation", jusqu'à émettre l'hypothèse d'un **vice d'origine** de la Gauche Communiste d'Italie (3).

Alors continuateurs et héritiers de quoi, sinon d'eux-mêmes ? Défense du programme communiste comme contenu, ou plutôt défense des seules acquisitions "pratiques" et "théoriques" personnelles, élevées pour l'occasion à la dignité de positions politiques générales ?

Dans le n° 11 (31/11/84) de "Programma Comunista", le dernier à sortir sous la direction du CC, est annoncé le nouveau titre - Combat - de ce qui est encore appelé "notre parti", en laissant entendre qu'il n'y aucune raison d'éliminer les éléments qui ont

caractérisé toujours le journal du parti, c'est-à-dire "ce qui nous distingue" et le fait de se déclarer "organe du PC International". Ce ne sont pas là des éléments secondaires et en fait dans l'organisation "la solution pratique" du problème ne sera pas acceptée facilement, à savoir "Combat pour le PCInternational" sans aucune référence précise à un parti et à un "ce qui nous distingue", mais simplement comme voix plus ou moins générique d'un groupe de camarades qui avaient eu le hasard de militer pour une partie de leur vie dans le même parti et qui ont partagé une même série d'expériences liées à la crise interne. Le CC eût en plus l'arrogance de publier un communiqué en première page "Programma change de nom, méfiez-vous des futures imitations".

Ce groupe de camarades était cependant prisonnier de la trajectoire politique du parti et de leur militantisme en son sein et ils entendaient bien se défaire de cette entrave. Ils agissent dans l'illusion de se reconnaître dans une "trajectoire de transformation" qui serait un "acquis fondamental au même titre que les positions de principe de départ", positions de principe qui n'étaient pas rappelées pour vérifier si elles étaient des acquisitions effectives; positions de principe qui, d'autre part, avaient déjà commencé à être battues en brèche sur le plan organisationnel et sur le plan de la tactique dans l'intervention immédiate.

il comunista

N. 3-4 Luglio 85

bimestrale del partito comunista internazionale Anno III/Nuova serie

SUPERARE LA LOGICA DEL REFERENDUM SULLA CONTINGENZA

PRESSE INTERNATIONALE

SOMMAIRE DE "IL COMUNISTA N° 3-4"

- Dépasser la logique du référendum sur l'échelle mobile.
- La grève des mineurs anglais.
- Les années de plomb de l'Etat.
- L'Europe de la lutte des classes.
- Théologie de la libération (2).
- La violence dans les stades.
- Le sens de la démocratisation en A.L.
- Matériaux pour un bilan de la crise interne :
- notre réponse aux camarades grecs,
- points sur les organismes prolétariens indépendants (1),
- bases d'adhésion au parti en 1952 (1).

COMMANDE AU JOURNAL: 15FF,4FS,100FB.

IMPARARE DALLO SCIOPERO DEI MINATORI INGLESI

DELLA LASSE

Come era prevedibile, e l'abbiamo anticipato nei numeri precedenti, il referendum sul titolo del giornale di scala mobile creato da Ben V. "Se ne aveva parlato per un mese, ma il referendum è stato deciso dal partito nel maggio 1985. Il referendum è stato deciso dal partito nel maggio 1985. Il referendum è stato deciso dal partito nel maggio 1985.

QUI "RENOUE LE FIL ROUGE AVEC DU PAPIER D'HUISSIER" ?

Les actuels "Combattistes" dans leur campagne contre l'action légale menaçante des "Programmistes" se sont appuyés aussi sur des arguments justes, mais ils n'ont jamais déclarés ouvertement qu'ils n'utiliseraient pas la justice bourgeoise dans la lutte politique. Il leur a été plus commode de ne pas s'engager; et en effet, à une année de distance, les voilà aujourd'hui qui

menacent de recourir contre nous à des lois bourgeoises tant exécrées pour "assainir" des questions pratiques apparues avec la rupture politique de novembre dernier à la suite de laquelle nous nous sommes organisés autour de "Il Comunista". Un argument juste utilisé en son temps est que pour les communistes révolutionnaires le journal, comme tous les autres textes de parti, n'est pas

Ils croyaient pouvoir effectuer la "transformation" de la "vienne" organisation, jugée absolument inadéquate et gênante, en une organisation souple et capable de s'insérer dans les mouvements sociaux avec des possibilités de succès, simplement par la force des acquisitions personnelles et donc ultra-partielles.

En réalité, ils se sont transformés en vecteurs de la liquidation du parti en détruisant sa continuité théorique, programmatique, politique et organisationnelle qu'ils avaient un moment revendiquée en paroles.

Dans un article, parut enfin la confession : le changement de titre était déjà envisagé parce que le nom de "Programma" exprimait une "primauté de l'objectif à atteindre et de la direction générale du travail" jugé évidemment dépassée, alors qu'aujourd'hui la primauté doit être donnée "à l'élément d'affrontement réel" (tant théorique que politique) dans la "situation actuelle contre le quietisme fondamental de l'autre tendance" c'est-à-dire de la tendance -accusée d'exaltation littéraire du programme - qui avait repris l'ancien titre.

QUELLE LEGITIMATION ?

L'attitude pratique qui s'est enracinée dans Combat exprime au niveau politique la tension de son énergie pour aboutir à des succès ou au moins à quelque reconnaissance qui lui confère une "légitimation" politique qui réponde aux désillusions provoquées par la crise interne du parti et, plus en général, par les aléas de la vie quotidienne.

Mais une telle "légitimation" attendue exclusivement de l'expérience immédiate ne pouvait pas ne pas affecter tant les jugements sur soi-même que sur son propre passé. Naquit ainsi un groupe politique sans racines, sans traditions, sans histoire, donc sans programme et sans perspective politique générale, avec l'illusion d'être en partie "déjà légitimé" par le fait d'avoir asséné un coup décisif au "parti communiste international/Programma Comunista" jugé responsable au fond du manque de lien avec les mouvements sociaux.

Il est au minimum infantile et politiquement irresponsable de se couvrir la tête de cendres et de faire publiquement acte de contritions, comme l'a fait le CC, en s'accusant d'avoir cru "être" ce qu'il "n'était pas", d'avoir cru "être parti" alors qu'on a découvert un matin "ne pas être parti", quand en même temps on abandonne tout ce que le parti a concrètement représenté et été dans cet après-guerre.

Ce faisant, après avoir contribué avec son apport spécifique à la liquidation du parti, on empêche pour le futur toute activité effectivement dirigée vers la reconstitution du parti communiste révolutionnaire et, du coup, on s'empêche aujourd'hui toute activité effectivement orientée vers la renaissance des organismes indépendants de classe.

Ce faisant, on se suicide politiquement par sa propre faillite et ce n'est pas une nouveauté si on rend responsable des revers le parti et en particulier ceux qui, non par choix personnels mais en raison de leur travail politique militant, ont représenté le plus longtemps sa continuité théorique et organisationnelle. En 82, nous avons assisté à une attaque de ce type, à une crise existentielle. Dans le cas de Combat l'histoire s'est répétée en force.

La voie empruntée n'avait donc rien de nouveau et il est arrivé ce qui devait arriver : ce groupe a commencé à chercher ses racines, ses traditions, ses liens, son histoire - sans lesquels aucun mouvement politique ne peut exister - auprès de partis qui peuvent se vanter de nombreux succès grâce à une pratique réformiste, ou auprès de tendances qui dans les dernières années ont eu "plus de contacts" ou qui ont subi encore plus la répression. C'est précisément cela l'éclectisme. Et ainsi la fascination du rebelle, du mouvement radical, du mouvement perpétuel a remplacé la fascination des grandes théorisations et des grandes perspectives, et on ne se rend pas compte qu'à la fin on est capturé par le réformisme.

L'erreur fondamentale du CC et de Combat n'est pas de mettre au premier plan le problème spécifique de l'activité pratique dans des situations concrètes, le problème donc de la tactique et du plan d'action, mais de l'avoir opposé au général, au programme et à la ligne politique générale d'où découlent les lignes tactiques du parti. Dans cette opposition se trouve la racine de l'activisme, du "mouvementisme". Et du coup on élève une barrière entre théorie et praxis, en faisant l'erreur symétrique de ceux qui, de peur de "se salir les mains" refusent de descendre au niveau des situations concrètes réelles et se limitent à rappeler la valeur prioritaire de la doctrine et du programme communiste général.

Il suffit de voir quels ont été les pas suivants de Combat (tant au plan théorique que politique ou pratique) pour se rendre compte qu'à l'exaltation littéraire du programme, justement combattue dans le parti, mais bien avant la crise de 82 et la naissance de Combat, celui-ci a répondu par l'exaltation de l'intervention immédiate, c'est-à-dire de l'activisme, tout aussi pernicieux, si ce n'est plus, pour l'activité correcte du parti révolutionnaire.

L'horizon politique et pratique s'est restreint toujours plus et, une fois détruits les "anti-corps" programmatiques, politiques et organisationnels que le parti produit durant sa vie, on emprunte la voie -certainement contradictoire et, nous l'espérons, peut être pas sans retour pour tous - suivant laquelle on se prépare à utiliser "en pleine liberté de jugement" toute méthode et tout moyen jugés nécessaires pour légitimer son existence contingente. Délivré d'un passé politique bien précis et d'une perspective future toute aussi précise, le groupe Combat se sent aujourd'hui "libre" de dire et de faire exactement l'opposé de hier, étant donné qu'il ne rend de compte qu'à lui-même.

On peut ainsi flirter avec le mouvement institutionnel parce qu'il regroupe plus de gens après avoir tenté d'organiser hier un mouvement indépendant - on peut faire des avances aux partis réformistes parce qu'ils sont plus influents et mieux organisés après avoir tenté hier de les combattre de façon cohérente y compris sur le plan immédiat - on peut en appeler à la justice bourgeoise, incontestablement puissante dans ses capacités de contrainte et de répression, pour résoudre à son profit des questions qu'on est politiquement incapables de résoudre, quand hier on défendait une attitude correcte contre ces pratiques.

Il y a un lien entre tout cela, qui démontre que les voies sont à sens unique. La cohérence pratique des communistes ne s'obtient pas par n'importe quelle méthode et par n'importe quel moyen, étant donné qu'il y a des méthodes et des moyens qui sont en eux-mêmes contraires aux buts communistes mais aussi à l'activité quotidienne.

On ne peut obtenir une cohérence programmatique, politique, organisationnelle et pratique en déliant ses positions de l'orientation générale. Si on agit avec des méthodes et des moyens opposés à l'orientation communiste, comme lorsqu'on se réfère à la justice bourgeoise, ou lorsqu'on se lie au réformisme dans son activité quotidienne, on finit par transformer l'organisation qui se veut communiste en un appui de l'ordre social existant. La cohérence politique ne s'acquiert pas au marché de l'expérience pratique, mais elle se conquiert par un travail tenace et à longue haleine qui unit dans l'espace et dans le temps des générations entières de militants communistes.

La tradition communiste s'inscrit dans cet arc historique et dans ce travail en l'alimentant. La tradition éclectique, fille légitime du stalinisme, s'inscrit, en l'alimentant, dans la destruction de ce travail.

Bas les pattes du programme communiste !

- 1) "Document de la RG", Combat n° 1.
- 2) Ce groupe existe toujours. Il publie en France la "Revue Communiste" dont le dernier numéro se signale par des attaques personnelles calomnieuses d'une assez rare bassesse contre Bordiga.
- 3) "Notre trajectoire politique" "PC" n°8/83.

VIE DU PARTI

RESOLUTION DE LA TROISIEME REUNION INTERNATIONALE

La 3ème Réunion Internationale s'est tenue début septembre 1985 en présence des groupes organisés en France, en Suisse et en Italie autour des journaux *Il Comunista* et *le Proletaire*. Elle s'inscrit dans le cadre du travail de reconstitution d'un réseau politique organisé stable du PCInternational.

1) La réunion a engagé le travail consacré à l'élaboration de deux documents politiques destinés à fournir les bases constitutives programmatiques et théoriques ainsi que les bases d'adhésion du nouveau réseau organisationnel du PCInternational. Ces 2 bases sont dialectiquement reliées de manière indissoluble.

Les bases constitutives doivent fixer le patrimoine théorique, programmatique et politique indispensable pour orienter l'activité militante révolutionnaire en reliant les leçons historiques, formulées par la Gauche Communiste d'Italie, aux tendances présentes de la lutte des classes ainsi qu'aux perspectives futures de l'émancipation prolétarienne.

Les bases d'adhésion doivent fournir les axes de travail ainsi que les tâches pour avancer dans le cadre des orientations définies par les bases constitutives. Les bases d'adhésion doivent ainsi permettre de regrouper les forces militantes et les énergies de lutte autour de nos analyses politiques, de nos axes de bataille politique, de nos tâches et de nos perspectives de développement. Elles devront définir un programme d'activité adapté aux possibilités réelles, susceptible d'être complété et précisé en fonction de l'évolution de la situation objective et subjective.

La réunion a confirmé que le plan de travail pour l'élaboration de ces 2 documents politiques devra se développer en 2 temps :

- d'abord approfondir et préciser, sur la base du patrimoine du PCInternational (1952-1982) les différents points programmatiques, politiques et tactiques afin d'achever le travail de clarification et d'homogénéisation rendu nécessaire par la crise du Parti. Les résultats de ce travail devront nécessairement apparaître dans notre presse commune, notamment dans le cadre de la repartition de la revue *Programme Communiste*,

- ensuite, sur la base des résultats obtenus, parvenir à la rédaction, sous la forme de Points ou de Thèses, des bases constitutives et des bases d'adhésion.

En parvenant à ce résultat, qui n'est pas encore réalisé, nous aurons atteint un premier objectif : la phase politique commencée avec l'éclatement de l'ancien réseau du PCInternational en octobre 1982 sera achevée par la reconstitution d'un réseau politique organisé stable, internationaliste et international de parti. De la sorte, notre dénomination PCInternational, de perspective générale commencera à devenir un début de réalité.

Cela nous permettra de mener à bien la transformation de ce réseau en un véritable parti d'action révolutionnaire susceptible de développer, sur la base d'une influence croissante, une politique de lutte cohérente et non épisodique. Il est cependant clair qu'entre ces deux phases il ne saurait y avoir de différence et d'opposition dans la manière de poursuivre l'activité militante. Demain comme aujourd'hui il importe de mener notre activité :

- en cherchant à nous lier au mouvement social de la lutte des classes, - en cherchant en permanence à devenir une force d'initiative. Cela dépend, bien sûr, en dernier ressort à la fois des possibilités offertes par les conditions matérielles et de la maturation des conditions subjectives.

2) La décision, adoptée par la Réunion Internationale, de poursuivre en commun le travail signifie un rapprochement qualitatif qui équivaut à une fusion. Désormais les groupes de militants organisés autour d'*Il Comunista* et du *Proletaire* ne se considèrent plus comme deux groupes distincts attelés à une tâche commune mais bien comme deux composantes d'une même réalité en construction et d'une trajectoire unique.

Dans ce cadre nous avons décidé de mener, d'ici à la prochaine réunion internationale, un travail commun sur les questions suivantes :

- notre évaluation du phénomène du terrorisme et de la lutte armée ainsi que notre réponse,

- la question de la tactique telle qu'elle se pose aujourd'hui, notamment pour ce qui concerne l'articulation entre lutte politique et lutte immédiate, et la formation d'organismes prolétariens indépendants,

- l'analyse des principales tendances économiques, sociales et politiques de la situation internationale.

Ces questions méritent d'autant plus que nous y apportions des éléments de réponse (qui se préciseront en fonction de l'évolution de la situation) qu'elles ont été au centre des problèmes soulevés au moment de la crise du PCInternational. Cela se justifie également par le fait que la réunion a confirmé l'orientation adoptée et mise en oeuvre pour la reconstitution du PCInternational en dehors de tout suivisme activiste, de tout académisme fataliste comme de tout immédiatisme qui reste prisonnier des limites du moment.

C'est pourquoi il nous semble nécessaire, vis-à-vis de nos lecteurs, nos sympathisants, des militants et des éléments avec lesquels nous sommes ou serons en contact, d'expliquer la justesse de cette orientation politique par rapport non seulement aux différents courants issus de la crise du PCInternational, dont aucun selon nous, comme la réalité s'est chargée de le démontrer, ne propose d'alternative efficace et sérieuse, mais aussi par rapport à tous les autres courants politiques qui empêchent ou freinent la reconstitution du parti de classe.

3) Nous avons pris acte de la décision, annoncée avant la Réunion Internationale par les camarades grecs de *Kommunistiko Programma* de ne pas y participer. Ces camarades nient la nécessité et l'utilité de réunions internationales entreprises selon notre conception. Cela les conduit à la décision politique de ne plus se revendiquer du PCInternational et de ne plus participer, dans l'immédiat, à l'effort entrepris, dès aujourd'hui, pour la reconstitution. Une telle décision, partiellement liée à la situation d'isolement de ces camarades, s'explique surtout par une grande confusion politique.

Nous sommes en désaccord total avec la vision qui sous-tend leur attitude et nous y répondrons avec soin et précision. Car au-delà des camarades grecs cette position est représentative de tout un courant politique qui tend à se poser la question du parti et la manière de le constituer d'une façon erronée en repoussant à plus tard les tâches, pourtant, dès aujourd'hui, à l'ordre du jour.

4) Ainsi la Réunion Internationale a décidé de préparer une série d'articles centraux communs qui permettront de préciser notre orientation sur les questions suivantes :

a) la question de la tactique dans ses rapports avec le programme, les principes et la théorie, ainsi que pour ce qui concerne ses modalités d'application pour diriger une activité à caractère de parti, aussi modeste soit-elle,

b) notre conception du parti et de sa constitution qui est à l'ordre du jour comme réseau organisationnel politique et comme force d'initiative à travers l'élaboration d'une tactique plan sans cesse précisée et complétée,

c) l'évaluation de la trajectoire des différents courants issus de la crise du PCInternational et des tendances politiques à l'oeuvre au sein du prolétariat.

La Réunion Internationale a enfin décidé d'approfondir le travail de renforcement et d'homogénéisation politico-organisationnel interne en mettant l'accent sur 2 points importants :

- effort pour l'extension de notre présence et de notre influence vers de nouvelles zones où existent des contacts ou bien la possibilité de tisser des liens nouveaux,

- coordination, en vue d'une réelle centralisation, de notre presse commune *Il Comunista* et *le Proletaire* ainsi que plus généralement des publications en plusieurs langues du PCInternational.

Militants, sympathisants, lecteurs, vous pouvez collaborer utilement au journal en l'informant de tout ce qui mérite d'être remarqué du point de vue social, économique et politique. Envoyez-nous tracts locaux, compte-rendus d'événements, coupures de presse ou remarques sur les luttes sociales.

ABONNEMENTS AU JOURNAL

Pour une année: France: 30 FF

Suisse: 20 FS

Paiement par chèque bancaire ou

chèque postal à l'ordre de:

VALENTINI - 7, avenue de la Forêt-Noire
67000 STRASBOURG

FMI au secours du « socialisme » yougoslave

La Yougoslavie, patrie d'un "socialisme autogestionnaire" autrefois adulé par toute une extrême-gauche européenne perpétuellement à la recherche de "modèles" exotiques (après la Yougoslavie il y eût l'Algérie, puis Cuba et maintenant le Nicaragua) est en passe de devenir l'homme malade de l'Europe : une inflation de plus de 80 %, une dette extérieure de plus de 20 milliards de dollars dont le service (c'est-à-dire le remboursement) devrait atteindre cette année près de 4 milliards de dollars alors que la balance commerciale sera déficitaire.

Le socialisme yougoslave a donc, depuis quelque temps, appelé à son chevet ... le FMI et la Banque Mondiale. Dès en 1982 ces derniers avaient monté une "opération de sauvetage" de 5 milliards de dollars à laquelle avaient participé la Banque des Règlements Internationaux, 15 gouvernements et 600 banques commerciales ; cet été encore un nouvel accord a été conclu entre la Yougoslavie, le FMI et 430 banques internationales pour le rééchelonnement de 3,5 milliards de dollars.

Non seulement le prétendu socialisme yougoslave n'a éliminé aucune des catégories de l'économie marchande ni l'anarchie qui en résulte, mais il n'a pas encore réussi à créer un véritable marché national unifié, qui est la condition d'un plein développement capitaliste ! Loin d'être au-delà du capitalisme, il en est encore en-deçà, dans une phase inférieure de son développement ...

Son plus grand succès, il l'a obtenu jusqu'ici contre la classe ouvrière yougoslave. Les 5 dernières années d'austérité ont vu "un appauvrissement de la main-d'oeuvre, déjà la plus mal payée d'Europe", selon les bourgeois du Wall Street Journal (1). Depuis 1980 les salaires ouvriers réels ont baissé de 25 % et malgré tout, s'étonne le Financial Times, "le phénomène des émeutes du FMI" n'a pas atteint "la Yougoslavie; les grèves sont rares et brèves" (2).

Malheureusement pour nos bourgeois, vrais ou déguisés, la période de calme des ouvriers yougoslaves semble se terminer si on en juge par la vague de grèves qui a atteint le pays cet été. Peu d'informations ont filtré dans la presse sur ces grèves mais nous pouvons citer parmi les plus représentatives, la grève de 2 000 mineurs de la principale mine de plomb du pays, au Kosovo, région la plus pauvre où le marasme économique entretient une agitation nationaliste, et la grève de 500 dockers à Koper en Slovénie, une des régions au contraire les plus riches du pays. Qu'ils habitent dans une république riche ou "sous-développée", les travailleurs yougoslaves sont entrés en lutte contre ce qui n'est autre chose que l'exploitation capitaliste même si elle se camoufle derrière le masque d'un "socialisme autogestionnaire" - allié à la finance mondiale - qui devra, lui aussi, être abattu par la révolution socialiste, véritable cette fois. ●

1) "Wall Street Journal", op. cit. Un rapport récent de la Banque Mondiale indiquait cependant pour la Yougoslavie "des salaires et des avantages ouvriers excessifs, une discipline du travail et de l'effort insuffisante, des restrictions à l'emploi et une relative indifférence à la profitabilité" ! Financial Times, 29/7/85.

2) "Financial Times" 21/8/85. Dans ces colonnes, le premier ministre reconnaissait toutefois que la situation économique créait des "tensions sociales". En langage marxiste, on traduit cela par lutte des classes.

De la destruction par l'aviation israélienne du quartier général de l'OLP à Tunis, la presse bourgeoise a surtout retenu l'exploit militaire et technique réalisée par les militaires israéliens.

Mais là n'est pas l'essentiel et des tergiversations des démocrates pour savoir si l'action de choc de Tunis était proportionnée au non à l'attentat de Larnaca, il ne faut voir qu'une seule volonté de l'impérialisme d'en finir une bonne fois avec la question palestinienne qui embrase une région déjà si fragile.

De notre point de vue ce bombardement démontre toute la complicité de l'impérialisme qui en dépit de ses haussements de tons passagers et de

GRANDE-BRETAGNE

Les émeutes sont prolétariennes!

Les 9 et 10 septembre derniers émeutes éclatent à Handsworth, un quartier populaire de la grande cité de Birmingham (2,5 millions d'habitants). La police britannique est aussitôt mise en état d'alerte sur tout le territoire; des incidents sont signalés à Londres, Coventry, Wolverhampton et Liverpool, où dans le quartier de Toxted, les blindés anti-émeutes remplacent les patrouilles de police trop souvent attaquées (7 flics blessés depuis le début de l'année). Le 29 septembre c'est dans le quartier londonien de Brixton que se déclenche une émeute après une "bavure" policière.

Comme ces quartiers sont à forte proportion d'immigrés (75 % à Handsworth), la presse y voit des affrontements raciaux. Qu'en est-il en réalité ?

A Birmingham, depuis le début de la crise 190 000 emplois ont été supprimés ce qui porte le taux de chômage à 20 % pour la ville (contre 13,4 % en moyenne nationale) selon les chiffres officiels; dans le quartier de Handsworth, ce taux se situe entre 35 et 40 % et dépasse les 50 % pour les moins de 24 ans avec une bonne proportion de chômeurs - déjà - de longue durée. En 1981, après les émeutes qui avaient touché les quartiers populaires de nombreuses grandes villes, le gouvernement anglais avait choisi Handsworth comme un quartier témoin pour analyser les causes des événements et y porter remède. Le rapport officiel, publié début 82, établissait que les causes profondes des émeutes étaient d'ordre "socio-politiques" et non racial et énuméraient les facteurs-clé, éducation, loge-

ment, chômage, tout en avertissant que "aussi longtemps que les niveaux de chômage resteront élevés à Handsworth, le danger d'émeutes subsistera". 20 millions de livres (environ 200 millions de francs français) ont été dépensés pour améliorer le cadre, des experts ont été nommés à la tête de la police pour améliorer les relations avec la population, etc.

Cependant, avec la poursuite de la crise, le chômage a continué à croître, les logements ont continué à se détériorer tandis que les loyers comme le coût de la vie en général n'ont cessé d'augmenter; la présence policière s'est faite plus pesante et les descentes de police plus fréquentes et plus brutales (récemment un enfant de 5 ans a été tué par la police lors d'une descente dans ce quartier).

Pendant la grève des mineurs, Thatcher disait qu'elle menait la lutte "contre l'ennemi intérieur" et pour "défendre la démocratie". La bourgeoisie britannique avait alors déclenché une grande campagne, reprise par les médias et tous les partis, contre la violence, quand bien sûr elle est utilisée par les exploités.

Le 29 septembre une mère de famille de Brixton a semblé répondre symboliquement à Thatcher et à la bourgeoisie : (les émeutes) "ont bien raison. Qu'est-ce qu'on peut faire ? Le parlement, les députés, tout ça n'existe pas pour nous. On n'a pas de pouvoir ici". L'ennemi intérieur n'est plus seulement dans les mines et les usines; il est aussi dans ces "inner cities", ces quartiers prolétariens au coeur des villes.

La seule alternative : intensifier la lutte de classe

Après la grève des mineurs britanniques, qui a mobilisé contre elle toutes les forces politiques, judiciaires, policières et militaires de l'Etat pendant toute une année, les émeutes dans les quartiers prolétariens des cités anglaises montrent la vitalité des luttes dans ce pays de 3 350 000 chômeurs (14 % de la population). Face à cette montée des luttes, dont les formes ne sont que l'expression différenciée de la misère des masses prolétariennes, l'Etat a considérablement renforcé sa puissance coercitive au travers de ses institutions juridico-policières. La force est le moyen fondamental de l'Etat bourgeois de venir à bout des luttes ouvrières et des masses démunies dont le lot quotidien est l'insécurité du lendemain. Cette force il l'exerce avec de plus en plus d'efficacité, le débinaire bobbie des armées d'abondance a fait place progressivement au flic revancharde, à la matraque et au flingue faciles.

Ce fut le rôle de Thatcher de consolider et de rendre plus efficace l'appareil répressif de l'Etat géré alternativement entre les travaillistes et les conservateurs. Dans ce rôle, qu'elle joua sans la moindre concession même à l'intérieur de son propre camp, elle y a certainement laissé quelques plumes. Mais les critiques qui font jour contre le thatcherisme pur et dur ne relèvent pas d'une opposition réelle entre parties irréductibles mais expriment les convergences de la bourgeoisie sur un seul et unique objectif : briser toute résistance sociale et économique ouvrière pour faire supporter au prolétariat tout le poids de la crise capitaliste profonde. Il est certain que "le pouvoir use" les

catégories bourgeoises qui se succèdent au gouvernement et que cette usure pour ne pas engendrer de conséquences sociales négatives ne peut être réparée que par un processus d'alternance du pouvoir d'Etat.

Toutes les forces politiques bourgeoises savent que leur succès d'un jour se bâtit sur les coups que porte l'exercice du pouvoir à leurs adversaires parlementaires. Toutes savent donc attendre leur moment pour se présenter à nouveau comme l'alternative miraculeuse qui renversera le cours des événements.

En Grande-Bretagne la bourgeoisie après tant de règne de la Dame de Fer se pose la question de l'alternance. Thatcher a usé du gant de fer, mais les réactions de l'épiderme social ont été vives et sont en train de s'amplifier. Du point de vue bourgeois l'heure est donc de se poser la question d'un changement politique qui aurait pour effet, tout en conservant les structures mises en place par Thatcher pour renforcer l'exploitation et l'oppression du prolétariat, d'enfiler le gant de velours.

L'alternative est évidemment travailliste, mais pour qu'elle ait une chance de se réaliser il a fallu au cours du règne Thatcher, que la social-démocratie anglaise fasse preuve de sa responsabilité vis-à-vis des intérêts de l'ordre bourgeois. La grève des mineurs lui a donné une occasion rêvée de faire la démonstration de son asservissement aux intérêts du capital. Le Labour et sa filière syndicale du TUC ont fait bloc contre la grève des mineurs et contre son extension réclamée par les mineurs aux autres grands secteurs industriels. Ils ont su saboter la solidarité

Les émeutes de Handsworth et de Brixton sont le signe que les tensions sociales deviennent de plus en plus incontrôlables, au coeur même des métropoles impérialistes. Elles ne sont pas "l'avant-goût de la barbarie" comme l'écrivent certains adeptes de la révolution propre et sans-douleurs (1); elles ne sont pas dues à "la psychologie du peuple britannique" ou à l'ultra-libéralisme tatcherien. Le 2 septembre à Marseille, dans le quartier de la Paternelle, des affrontements ont opposé pendant plusieurs heures les habitants et les policiers après que ceux-ci aient abattu un voleur. En France ou en Grande-Bretagne, ces émeutes annoncent les futurs affrontements de classe, auxquels la participation d'une génération qui n'a connu du capitalisme que le chômage et l'insécurité et qui est beaucoup moins contrôlée par tous les dispositifs de paix sociale, ne pourra que donner un caractère beaucoup plus âpre et violent aux luttes. Les communistes doivent y avoir non un motif de crainte, mais une raison d'espoir. ●

1) Rouge n° 1 175, qui termine ainsi : "(...) ces déclarations lénifiantes masquent les véritables conséquences de la crise capitaliste, d'ici quelques années. Birmingham préfigure cette société où les laisser-pour-compte seront des millions et où la barbarie sera la seule loi". Terrifié par le recul de l'Etat-providence, la LCR "oublie" que cette période sera la période de la lutte des classes ouverte et de la préparation des perspectives révolutionnaires.

ouvrière, ils ont su appuyer par leur silence la répression des grévistes et de leurs familles, en un mot ils ont fait la preuve de leur responsabilité.

Le congrès travailliste tenu en début d'octobre vient confirmer la préparation des travaillistes à fournir à l'ordre bourgeois les forces alternatives nécessaires pour étouffer l'incendie social qui se propage. Neil Kinnock, nouveau chef du Labour, est parti en bataille contre tous les courants centrifuges affaiblissant l'unité du parti. Les anciens mineurs grévistes n'ont aucune illusion à se faire, si les travaillistes ravissaient les sièges ministériels à l'équipe conservatrice, aucune sanction judiciaire ou patronale les frappant ne seraient levées. C'est un avertissement clair sur la volonté des travaillistes de poursuivre la voie de la fermeté tracée par Thatcher. C'est la confirmation que les prolétaires ne doivent se faire aucune illusion sur l'alternative réformiste aux couleurs "socialistes".

Le congrès des travaillistes était celui de la remise en ordre serré des troupes pour les conduire vers un unique but électoral, quitte à s'allier avec les libéraux, comme l'ont fait durant des années les sociaux-démocrates allemands.

Conservateur ou libéral-travailliste le gouvernement défendra toujours à priori les raisons de l'ordre bourgeois contre tous les exploités, qu'ils soient mineurs ou jeunes chômeurs des banlieues. Les flics et la répression seront toujours la réponse que donnera la bourgeoisie aux luttes sociales en Angleterre comme en Irlande. Les travaillistes se préparent à l'alternance du pouvoir bourgeois, les prolétaires ne doivent pas relâcher leur pression ! Au contraire ! ●

par un semblant de sympathie aux masses palestiniennes.

Mais l'attentat confirme aussi de manière éclatante la faillite totale de la politique de négociation et de palabres diplomatiques que mène Arafat.

Le résultat de cette politique se mesure aujourd'hui, à part des mots creux les Etats arabes n'ont jamais eu le moindre soupçon de solidarité avec les masses palestiniennes. Ils participent depuis longtemps à leur écrasement et laisseront toujours violer leur espace aérien lorsque l'objectif est de frapper les palestiniens. ●

TUNIS CONFIRME

ses remontrances amicales protège et aide le sionisme dans tous ses actes d'agression contre la cause palestinienne, fut-elle la plus mal défendue par la branche Arafat.

L'attentat contre le QG d'Arafat est certes une entrave passagère aux tentatives de dialogue avec les nations arabes affublées de quelques notables-paravents de l'OLP. Mais elle est d'abord un avertissement supplémentaire donnée aux masses arabes que l'Etat

sioniste ne lâchera pas la bride et frappera avec autant de force et d'aveuglement en réponse à toutes velléités de résistance palestinienne. Shimon Pérès affirme ainsi clairement prendre la relève de Bin Laden dans la conduite inflexible de l'intervention armée systématisée. Quant à la rupture d'un processus de dialogue, il ne fait finalement qu'arranger les Etats arabes qui doivent alterner vis-à-vis des masses arabes leur politique d'acceptation de la présence israélienne